

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISSEMENT DE JEUDI

Matahiti 138  
N° 49

TE VE'A A TE HAU OI POLYNESIA FARANI

Mahana 7  
no Titema 1989

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

##### ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

###### PRESIDENCE

###### EXTRAITS

Arrêtés n° 716 et n° 717 PR du 22 novembre 1989 portant nomination au secrétariat du bureau "Missions" (Mme Minaril Pacomme) et au bureau "Maison de Tahiti" (Mme Verna Teiti-Thierry) de la délégation à Paris. ....	2000
Arrêté n° 729 PR du 29 novembre 1989 relatif à l'exercice des attributions du ministre du budget, du plan et de l'aménagement du territoire. ....	2000

###### MINISTERE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENERGIE

Arrêté n° 6866 MME du 22 novembre 1989 fixant les conditions de pêche et de commercialisation des trocas de Polynésie française. ....	2000
Arrêté n° 6966 MME du 27 novembre 1989 portant délégation de signature à M. Jean-Paul Guernier, chef du service territorial de l'énergie et des mines. ....	2001
Arrêté n° 6967 MME du 27 novembre 1989 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement. ...	2002
Arrêté n° 720 PR du 28 novembre 1989 délivrant une commission de pilote du port de Papeete. ....	2005

###### EXTRAITS

Arrêté n° 6968 MME du 27 novembre 1989 ordonnant la déconsignation de deux indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations, concernant des parcelles de terre nécessaires à la rectification des virages de la route de ceinture, à Afaahiti, entre les P.K. 1,100 et P.K. 1,900, dans la commune de Taiarapu-Est. ....	2005
--	------

###### MINISTERE DE LA SANTE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

###### EXTRAITS

Arrêté n° 6963 MSE du 27 novembre 1989 autorisant M. Edouard Nui Bourne à installer et exploiter un atelier de menuiserie (installation de la 1 <sup>re</sup> catégorie des établissements dangereux, incommodes ou insalubres, commune de Paea). ..	2005
--	------

- Arrêté n° 6964 MSE du 27 novembre 1989 autorisant M. Teva Matohi à installer et exploiter des bâtiments d'élevage et une tuerie (installation de la 1<sup>re</sup> catégorie des établissements dangereux, incommodes ou insalubres, commune de Moorea-Maiao). . . . . 2006
- Arrêté n° 6965 MSE du 27 novembre 1989 autorisant la société anonyme "Tahiti Tuna" à exploiter une unité de production d'emballages en polystyrène (établissement de la 1<sup>re</sup> catégorie des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Papeete). . . . . 2009

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DES ARCHIPELS, DU DOMAINE ET DES AFFAIRES FONCIÈRES**

**EXTRAITS**

- Arrêté n° 1290 CM du 27 novembre 1989 autorisant l'acquisition d'un immeuble sis à Papeete. . . . . 2012

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

- Arrêté n° 6936 MED du 24 novembre 1989 portant délégation de signature au chef du service du personnel et de la fonction publique (Mlle Marielle Pettinato). . . . . 2012

**EXTRAITS**

- Arrêtés n° 1293 à n° 1295 CM du 28 novembre 1989 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 1-89 à n° 3-89 du 18 mai 1989 du conseil d'établissement du collège de Arue : - adoptant le rapport d'activité 1988 ; - adoptant le compte financier 1988 ; - et portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1988. . . 2013
- Arrêtés n° 1296 à n° 1298 CM du 28 novembre 1989 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 1-89 à n° 3-89 du 4 avril 1989 du conseil d'établissement du collège de Taaone : - adoptant le rapport d'activité 1988 ; - adoptant le compte financier 1988 ; - et portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1988. . . 2013
- Arrêtés n° 1299 à n° 1301 CM du 28 novembre 1989 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 1-89 à n° 3-89 du 5 juin 1989 du conseil d'établissement du collège de Mahina : - adoptant le rapport d'activité 1988 ; - adoptant le compte financier 1988 ; - et portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1988. . . 2013
- Arrêtés n° 1302 à n° 1304 CM du 28 novembre 1989 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 1-89 à n° 3-89 du 5 juin 1989 du conseil d'établissement du collège de Moorea : - adoptant le rapport d'activité 1988 ; - adoptant le compte financier 1988 ; - et portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1988. . . 2013
- Arrêté n° 7054 MED du 29 novembre 1989 portant autorisation d'ouverture d'un concours externe, sur titre et entretien, pour le recrutement d'un technicien pour assumer les fonctions de moniteur du Centre des métiers de la nacre et de la perliculture, agent contractuel de la 2<sup>e</sup> catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration. . . . . 2013

**MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS TERRESTRES ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

- Convention n° 89-1848 du 20 novembre 1989 conclue entre M. Alexandre Léontieff, agissant en qualité de Président du gouvernement de la Polynésie française, en application de la délibération n° 87-74 AT en date du 12 juin 1987, et le président du conseil d'administration du groupement d'intérêt économique "To O'a O Te Ra". . . . . 2013

**EXTRAITS**

- Arrêtés n° 6945 à n° 6951 MUR du 27 novembre 1989 autorisant le paiement de la prime à la construction concernant les îles du Vent, les îles Australes, les îles Sous-le-Vent et les îles Marquises. . . . . 2016
- Arrêté n° 6952 MUR du 27 novembre 1989 autorisant un premier report de la date du tirage de la tombola au profit de la Ligue polynésienne de handball. . . . . 2018
- Arrêté n° 721 PR du 28 novembre 1989 investissant de fonctions notariales un commandant de brigade de gendarmerie (M. Chabrjer Joël). . . . . 2018

---

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

---

**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****EXTRAITS**

Arrêté ministériel du 11 octobre 1989 autorisant au titre de la session 1990 l'ouverture d'un concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs d'éducation physique et sportive réservé aux maîtres des classes sous contrat des établissements d'enseignement privés. (J.O.R.F. du 10 novembre 1989, page 14004).....	2018
Arrêté ministériel du 11 octobre 1989 autorisant au titre de la session 1990 l'ouverture d'un concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs agrégés réservé aux maîtres des établissements d'enseignement privés bénéficiant d'un contrat ou d'un agrément définitif. (J.O.R.F. du 10 novembre 1989, page 14004). ....	2019

---

**PARTIE NON OFFICIELLE**

---

Annonces judiciaires et légales. ....	2019
Annonces diverses. ....	2022

---

**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE****ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES****PRESIDENCE**

Par arrêté n° 716 PR du 22 novembre 1989, — Mme Minarii Pacomme, agent secrétaire-dactylographe à la délégation à Paris, est nommée chef du secrétariat du bureau "Missions" de la délégation à Paris, à compter du 1er juillet 1989.

A ce titre, l'intéressée percevra une indemnité forfaitaire mensuelle de 1.500 FF (*mille cinq cents francs français*) pour travaux supplémentaires.

Par arrêté n° 717 PR du 22 novembre 1989, — Mme Verna Teiti-Thierry, hôtesse d'accueil chargée de l'animation à la délégation à Paris, est nommée responsable de l'animation au bureau "Maison de Tahiti" de la délégation à Paris, à compter du 1er juillet 1989.

A ce titre, l'intéressée percevra une indemnité forfaitaire mensuelle de 1.000 FF (*mille francs*) pour travaux supplémentaires.

Par arrêté n° 729 PR du 29 novembre 1989, — M. Boris Léontieff, ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère du budget, du plan et de l'aménagement du territoire durant l'absence de M. Louis Savoie du 26 novembre au 3 décembre 1989.

**MINISTRE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT  
ET DE L'ENERGIE**

**ARRETE n° 6866 MME du 22 novembre 1989 fixant les conditions de pêche et de commercialisation des trocas de Polynésie française.**

Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 83-65 du 31 mars 1983 portant création en Polynésie française du service territorial de la mer et de l'aquaculture ;

Vu la délibération n° 83-66 du 3 mars 1983 portant création d'un établissement public à caractère industriel et commercial

doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière dénommé Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu la délibération n° 88-183 AT du 8 décembre 1988 portant réglementation de la pêche en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien et notamment ses articles 13 et 16,

Arrête :

**Titre I - Pêche aux trocas**

Article 1er. — Chaque comité de surveillance des espèces marines et d'eau douce est chargé, conformément aux dispositions de l'article 16 de la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988, de veiller au respect des conditions de pêche et de commercialisation des trocas. Le comité fixe les zones lagunaires ouvertes à la pêche et les zones de réserve où la pêche est interdite. Le comité est notamment chargé de constater que les quotas de pêche fixés sont atteints et de prononcer la fermeture de la pêche.

Art. 2. — Le comité de surveillance fixe les heures de pêche. Il veille à la qualité des trocas présentés et saisit les trocas dont les dimensions sont inférieures ou supérieures aux tailles réglementaires ainsi que les trocas marqués. Les trocas ne correspondant pas aux dimensions réglementaires ou marqués seront ramenés sur les lieux de plongée.

Art. 3. — Tous les trocas doivent être présentés bruts pour contrôle et pesés par le comité de surveillance.

Art. 4. — Les trocas conformes aux normes prescrites seront remis au comité de surveillance qui comptabilisera au profit du pêcheur le poids de trocas pêchés.

Art. 5.— Chaque pêcheur doit se faire inscrire au préalable au bureau du comité pour pouvoir participer à la pêche.

Art. 6.— Est interdite la pêche aux trocas dont la taille est supérieure à 11 cm et inférieure à 8 cm ainsi que celle des trocas marqués.

Art. 7.— Est interdit sur les lieux de pêche, le transport des trocas entre le coucher et le lever du soleil.

Art. 8.— Dès la publication de chaque arrêté portant fixation des dates d'ouverture de la pêche et des quotas de pêche par lagon, le service de la mer et de l'aquaculture après consultation du comité de surveillance publiera un communiqué dans la presse fixant notamment la date de la pêche des trocas.

### *Titre II - Commercialisation des trocas pêchés*

Art. 9.— Les modalités de commercialisation seront fixées par chaque comité de surveillance.

Art. 10.— Dans le cas d'une vente libre, le pêcheur devra déclarer au comité de surveillance le nom de l'acheteur et les quantités vendues. Dans le cas d'une vente par voie d'appel d'offre, une attestation de provenance rédigée par le comité de surveillance sera remise à l'attributaire du lot. Cette attestation précisera la quantité de trocas achetés ainsi que le lagon de provenance.

### *Titre III - Respect des conditions de pêche et de commercialisation*

Art. 11.— Les acheteurs de trocas doivent effectuer une déclaration semestrielle des stocks de trocas qu'ils détiennent auprès du service de la mer et de l'aquaculture et justifier la provenance des trocas vendus. Ils sont tenus de présenter leurs stocks aux agents du service de la mer et de l'aquaculture lorsque ceux-ci effectuent un contrôle.

Art. 12.— Tous les chargements de trocas qui débarqueront à Papeete en provenance des îles autres que Tahiti doivent faire l'objet d'une déclaration de cabotage dont un double sera envoyé au service de la mer et de l'aquaculture.

Art. 13.— Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues par la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce nonobstant l'application des peines prévues pour d'éventuelles violations des dispositions de la délibération n° 88-183 AT du 8 décembre 1988 portant réglementation de la pêche en Polynésie française.

Art. 14.— Le chef du service de la mer et de l'aquaculture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 1989.  
Boris LEONTIEFF.

**ARRETE n° 6966 MME du 27 novembre 1989 portant délégation de signature à M. Jean-Paul Guernier, chef du service territorial de l'énergie et des mines.**

Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 514 PR du 4 juillet 1988 portant attributions du ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie ;

Vu la délibération n° 87-82 du 10 septembre 1982 portant création du service territorial de l'énergie et des mines, définissant ses attributions ;

Vu l'arrêté n° 1260 CM du 16 novembre 1989 portant nomination de M. Jean-Paul Guernier, chef du service territorial de l'énergie et des mines ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 10 octobre 1984 du Président du gouvernement ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Jean-Paul Guernier, chef du service territorial de l'énergie et des mines, est habilité à signer "Pour le ministre et par délégation", dans la limite de ses attributions, les actes et correspondances définis aux paragraphes 1-1, 1-2, 1-3, 1-5 et 2-1, à l'exception des avis d'appels d'offres, de la circulaire n° 8 CM du 10 octobre 1984.

Art. 2.— M. Jean-Paul Guernier est habilité, en outre, à signer les actes et correspondances en matière de :

#### *1 - Gestion du personnel :*

- a) Ordres de déplacements à l'intérieur du territoire de moins de 6 jours ;
- b) Réquisitions de passage et de bagages correspondantes, à l'intérieur du territoire ;
- c) Certificats de travail et attestations de salaires ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- d) Notation des agents contractuels de la 5e jusqu'à la 3e catégorie incluse ;
- e) Sanctions disciplinaires, avertissements et blâmes ;
- f) Permissions exceptionnelles prévues par la convention collective ;
- g) Congés annuels, congés de maladie et de maternité.

## 2 - Gestion de crédit :

Engagement, certification de services faits et liquidation des dépenses imputables au budget du territoire pour les crédits gérés par le service territorial de l'énergie et des mines.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul Guernier, la même délégation est donnée à M. Hervé Danton, à l'exclusion des actes visés aux alinéas d, e et f de l'article 2.

Art. 4.— Le chef du service territorial de l'énergie et des mines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 1989.  
Boris LEONTIEFF.

**ARRETE n° 6967 MME du 27 novembre 1989 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement.**

Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française et notamment ses articles 8, dernier alinéa, 35, 41 et 43 ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 793 PR du 16 décembre 1987 relatif aux attributions du ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie modifié par l'arrêté n° 514 PR du 4 juillet 1988 ;

Vu l'arrêté n° 468 SG du 3 juin 1932 portant réglementation sur la grande voirie dans les E.F.O. modifié par l'arrêté n° 246 TP du 11 février 1952 ;

Vu l'arrêté n° 1317 TP du 20 septembre 1955 instituant une servitude aux abords des ouvrages de voirie ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 portant réglementation en matière d'occupation du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 rendant exécutoire la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 portant règlement général des polices des ports maritimes et des rades en Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 45-2122 du 15 septembre 1945 relative à la réorganisation des services chargés de la signalisation maritime aux colonies ;

Vu la délibération n° 77-142 du 29 décembre 1977, modifiée par celle du 16 septembre 1982 n° 82-92 portant réglementation des carrières à Tahiti, Moorea et Raiatea avec interdiction d'extraction dans les lits des rivières et des bords de mer ;

Vu la délibération n° 80-27 du 3 mars 1980 portant création d'une redevance sur les prélèvements de matériaux de toute nature extraits des terrains privés ;

Vu l'arrêté n° 858 AA du 27 mars 1984 rendant exécutoire la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984 portant approbation du code des marchés publics de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 835 CG du 3 mai 1984 portant établissement du cahier des clauses administratives générales concernant les marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature, modifié par l'arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 du Président du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1124 CM du 12 octobre 1988 portant nomination de M. Alain Ollivier directeur de l'équipement ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 portant création du service dénommé "Direction de l'équipement" ;

Vu l'arrêté n° 1404 CM du 19 décembre 1988 fixant les différents seuils et plafonds en matière de marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 5625 MME du 27 septembre 1989 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement ;

Sur proposition du directeur de l'équipement,

Arrête :

Article 1er.— M. Alain Ollivier, directeur de l'équipement, est habilité à signer, "Pour le ministre et par délégation", dans la limite de ses attributions, tous les actes et correspondances définis aux paragraphes 1-1, 1-2, 1-3, 1-5 et 2-1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, à l'exception toutefois pour le paragraphe 2-1 des avis d'appels d'offres.

Art. 2.— En particulier, M. Ollivier est habilité à signer les actes ci-après détaillés :

1°) - En matière de gestion de personnel :

- 1-1) Ordres de déplacements à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours pour les agents placés sous son autorité à l'exception des chefs d'arrondissement, de groupe et de parc ;
- 1-2) Réquisitions de passage et de bagages relatives aux ordres de déplacement à l'intérieur du territoire ;
- 1-3) Ordres de service de recrutement temporaire d'agents de 5e catégorie n'excédant pas trois mois ;

- 1-4) Certificats de travail et attestations de salaires ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 1-5) Notation définitive des agents placés sous son autorité à l'exception des chefs de secteur et du personnel de 2<sup>e</sup> et 1<sup>ère</sup> catégorie ;
- 1-6) Sanctions disciplinaires, avertissements et blâmes ;
- 1-7) Permissions exceptionnelles prévues par la convention collective ;
- 1-8) Congés annuels, congés de maladie et de maternité.

2°) - *En matière de gestion de crédits :*

- 2-1) Engagement, certification du service fait et liquidation des dépenses imputées sur le budget local, la section locale du F.I.D.E.S. et le Fonds spécial d'équipement routier et fluvial dans les matières relevant de la compétence de la direction de l'équipement ;
- 2-2) Tous marchés dont le montant n'excède pas le seuil fixé par l'arrêté prévu aux articles 2 et 47 du code des marchés publics.  
Pour ces types de marchés simplifiés qui se substituent aux lettres de commande, lorsqu'il est nécessaire de prévoir des paiements fractionnés et par dérogation à l'article 48 du titre 2<sup>e</sup> de la délibération n° 84-20 du 1<sup>er</sup> mars 1984, il peut ne pas être exigé de cautionnement ;
- 2-3) Déclaration du caractère infructueux des appels d'offres prévue au dernier alinéa de l'article 25 du code des marchés.

3°) - *En matière de gestion du domaine public :*

- 3-1) Délivrance des alignements ;
- 3-2) Autorisations ou permissions de voirie ;
- 3-3) Autorisations d'organisation de manifestations sportives sur la voie publique ;
- 3-4) Autorisations de transports ou de convois exceptionnels ;
- 3-5) Transmission des contraventions de grande voirie au haut-commissaire de la République.

4°) - *En matière d'extractions :*

- 4-1) Autorisations d'extraction de sable dans les limites toutefois de quantités inférieures ou égales à douze (12) mètres cubes, prélevées manuellement et à condition que ces matériaux soient utilisés exclusivement pour la construction de maisons individuelles.

5°) - *En matière de réglementation sur les explosifs :*

- 5-1) Autorisations de transport des substances explosives ;
- 5-2) Autorisations d'entreposage des substances explosives ;
- 5-3) Autorisations relatives aux tirs et à l'emploi des poudres et substances explosives dans les chantiers de bâtiment et de travaux publics.

6°) - *En matière de gestion portuaire :*

- 6-1) Note d'informations nautiques ;
- 6-2) Autorisation d'organisation de manifestations sportives et culturelles sur le domaine public portuaire ;
- 6-3) Autorisations ou permissions de voirie sur le domaine public portuaire.

7°) - *En matière de balisage maritime :*

- 7-1) Avis aux navigateurs ;
- 7-2) Avis urgents aux navigateurs.

Art. 3.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Ollivier, directeur de l'équipement, la suppléance sera assurée par Messieurs les chefs d'arrondissements ou de groupes (G.A.C., arrondissement bâtiment, infrastructure, maritime, G.E.G.D.P., parc) dans le cadre de leurs attributions respectives ; les dossiers concernant les archipels éloignés, non spécifiques à un arrondissement, seront du ressort de l'arrondissement maritime.

Le chargé de mission auprès de la direction reçoit délégation pour l'E.T.A.T.P., le bureau foncier et le bureau des marchés.

A cet effet, Messieurs les chefs d'arrondissements ou de groupes, M. le chargé de mission, reçoivent les mêmes délégations de signature que celles accordées au titulaire.

Tous les dossiers, avant expédition aux destinataires, continueront à être enregistrés par le bureau du courrier après passage au secrétariat de la direction.

Le circuit "arrivée" du courrier reste inchangé.

Art. 4.— En matière de gestion de personnel, les ordres de déplacements et les réquisitions correspondantes visés aux paragraphes 1-1 et 1-2 de l'article 2 ci-dessus pourront être signés en outre, dans la limite de leurs attributions et à l'exclusion des déplacements pour mission, par :

- 1) - M. Daphnis Helme, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Jacques Heurtault, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Christian Sachet, chef de la subdivision des Australes,

pour les tournées dont la durée est inférieure à six (6) jours consécutifs effectuées par les agents de catégorie CC5, CC4, CC3 ou assimilés placés sous leur autorité.

- 2) - M. Yves-Marie Dubois, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Claude Emmanuel, chef de l'arrondissement maritime ;
- M. Georges Lan Ah Loi, chef du groupe administratif central ;
- M. André Vergez, chef de l'arrondissement bâtiment ;
- M. Gilbert Vérité, chef du parc à matériel ;
- M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public,

pour les tournées dont la durée est inférieure à six (6) jours consécutifs effectuées par les agents placés sous leur autorité à l'exception des agents de première et de deuxième catégorie et des agents du cadre métropolitain de grades similaires.

Art. 5.— Les opérations d'engagement, de liquidation des dépenses imputées sur le budget local, la section locale du F.I.D.E.S. et le Fonds spécial d'équipement routier et fluvial visées au 2-1 de l'article 2 ci-dessus, et jusqu'à concurrence de *cinq cent mille FCP* (500.000 FCP) seront exercées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Andrew Clark, chef du secteur de Bora Bora ;
- M. Philippe Falchetto, chef du secteur de Rurutu ;
- M. Georges Huioutu, chef du secteur de Tahaa ;
- M. Wilfred Huioutu, chef du secteur de Raiatea ;
- M. Robert Lo Yat, chef du secteur de Huahine ;
- M. Jean Saucourt, chef du secteur de Hiva Oa ;
- M. Yvon Utia, chef du secteur de Rimatara.

Art. 6.— Les opérations d'engagement, de liquidation des dépenses imputées sur le budget local, la section locale du F.I.D.E.S. et le Fonds spécial d'équipement routier et fluvial visées au 2-1 de l'article 2 ci-dessus, seront exercées en outre, dans la limite de leurs attributions, en particulier pour les travaux sur mémoire et achats sur factures visées par l'article 47 du code des marchés publics, par :

- M. Gilbert Vérité, chef du parc à matériel ;
- M. Yves-Marie Dubois, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Laurent Le Duff, chargé de mission auprès du chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Georges Lan Ah Loi, chef du groupe administratif central ;
- M. Viky Hunter, chargé du personnel au groupe administratif central ;
- M. Jacques Lo You, comptable du groupe administratif central ;
- Mlle Chantal Hacques, responsable de la cellule informatique gestion au groupe administratif central ;
- M. Claude Emmanuel, chef de l'arrondissement maritime ;
- M. Jean-Pierre Dhome, chef du bureau d'études des travaux maritimes de l'arrondissement maritime ;
- M. Louis Crébier, chef de la subdivision travaux maritimes ;
- M. Jean-François Verpy, chef du bureau d'études travaux maritimes ;
- M. André Vergez, chef de l'arrondissement bâtiment ;
- M. Serge Mattiussi, adjoint au chef de l'arrondissement bâtiment ;
- M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public ;
- M. Marcel Ahini, chef de la subdivision des phares et balises de l'arrondissement maritime ;
- M. Rudolphe Tumahai, adjoint au chef de la subdivision des phares et balises de l'arrondissement maritime ;
- M. Jonas Tahuaitu, chef de la subdivision territoriale de Tahiti ;
- Mlle Marie-France Garrigues, chef de la subdivision travaux bâtiments ;
- M. Henri Grand, chef du bureau des expéditions ;
- M. Jacques Heurtault, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Louis Gaston, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Robert Lemarie, directeur de l'école territoriale d'application des travaux publics ;
- M. Claude Laborde-Tuya, chargé de mission auprès du directeur ;
- M. Daphnis Helme, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Julien Maurin, chef de la subdivision travaux bâtiment entretien ;
- M. Christian Mariotti, chef du bureau d'études architecture ;
- M. Léonard Puputauki, chef du bureau de l'armement ;
- M. Loïc Lemoigne, chef de la subdivision de Moorea par intérim ;

- M. Christian Sachet, chef de la subdivision des Australes ;
- M. Lionel Grenouillet, chef de la subdivision de génie civil ;
- M. Sine Wan Phook, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 7.— Les délivrances d'alignements visées au 3-1 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Yves-Marie Dubois, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Laurent Le Duff, chargé de mission auprès du chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Gilbert Guido, chef de la cellule topographie ;
- M. Christian Sachet, chef de la subdivision des Australes ;
- M. Jacques Heurtault, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Louis Gaston, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Sine Wan Phook, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. Daphnis Helme, chef de la subdivision des Marquises.

Art. 8.— Les autorisations ou permissions de voirie visées au 3-2 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Yves-Marie Dubois, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Laurent Le Duff, chargé de mission auprès du chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Daphnis Helme, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Christian Sachet, chef de la subdivision des Australes ;
- M. Jacques Heurtault, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Louis Gaston, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Sine Wan Phook, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 9.— Les autorisations d'organisation de manifestations sportives sur la voie publique visées au 3-3 et les autorisations de transports ou convois exceptionnels visées au 3-4 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Yves-Marie Dubois, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Laurent Le Duff, chargé de mission auprès du chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Daphnis Helme, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Christian Sachet, chef de la subdivision des Australes ;
- M. Jacques Heurtault, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Louis Gaston, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Sine Wan Phook, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Art. 10.— Les autorisations d'extraction de sable visées et définies au 4-1 de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :



- M. René Villot, chef du groupement études et gestion du domaine public ;
- M. Daphnis Helme, chef de la subdivision des Marquises ;
- M. Christian Sachet, chef de la subdivision des Australes ;
- M. Jacques Heurtault, chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Sine Wan Phook, chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier ;
- M. Louis Gaston, adjoint au chef de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- M. Robert Lo Yat, chef du secteur de Huahine ;
- M. Andrew Clark, chef du secteur de Bora Bora ;
- M. Wilfred Huioutu, chef du secteur de Raiatea ;
- M. Georges Huioutu, chef du secteur de Tahaa ;
- M. Jean Saucourt, chef du secteur de Hiva Oa ;
- M. Yvon Utia, chef du secteur de Rimatara ;
- M. Philippe Falchetto, chef du secteur de Rurutu.

Art. 11.— Les autorisations en matière de réglementation sur les explosifs visées et définies au 5° de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Yves-Marie Dubois, chef de l'arrondissement infrastructure ;
- M. Laurent Le Duff, chargé de mission auprès du chef de l'arrondissement infrastructure.

Art. 12.— Les autorisations en matière de gestion portuaire visées au 6° de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Claude Emmanuel, chef de l'arrondissement maritime ;
- M. Louis Crébier, chef de la subdivision travaux maritimes.

Art. 13.— Les autorisations en matière de balisage maritime visées au 7° de l'article 2 ci-dessus pourront être signées en outre, dans la limite de leurs attributions, par :

- M. Marcel Ahini, chef de la subdivision des phares et balises ;
- M. Rudolphe Tumahai, adjoint au chef de la subdivision des phares et balises.

Art. 14.— Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 5625 MME du 27 septembre 1989 portant délégation de signature aux agents de la direction de l'équipement.

Art. 15.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 1989,  
Boris LEONTIEFF.

**ARRETE n° 720 PR du 28 novembre 1989 délivrant une commission de pilote du port de Papeete.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 227 CM du 21 février 1986 définissant la profession de pilote et en fixant les conditions d'accès ;

Vu l'arrêté n° 531 PR du 10 août 1989 fixant la date d'un concours pour le recrutement d'un pilote du port de Papeete et désignant les membres du jury du concours de pilotage ;

Vu le procès-verbal n° 760 AM du 11 octobre 1989 dressé par le jury du concours,

Arrête :

Article 1er.— M. Amaru Ollivier, né le 7 août 1961 à Aix-en-Provence (Bouche-du-Rhône), titulaire du brevet de capitaine de la marine marchande, est commissionné pour exercer le pilotage dans le port de Papeete.

Il reçoit à cet effet le "brevet de pilote pour le port de Papeete" enregistré sous le n° 17 PIL/89 au service de la navigation et des affaires maritimes.

Art. 2.— Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 1989.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :  
*Le ministre de la mer,  
de l'équipement et de l'énergie,*  
Boris LEONTIEFF.

Par arrêté n° 6968 MME du 27 novembre 1989.— La somme de un million huit cent vingt sept mille sept cent quatorze francs correspondant aux indemnités accordées par la commission arbitrale d'évaluation en sa séance du 12 mars 1987 pour la terre Punatea, parcelle A, lots n° 6 et n° 7, soit : 1.782.000 F. et la servitude de passage sur la terre Punatea pour un montant de 45.714 F. correspondant au 2/7ème de la somme consignée de : 160.000 F. seront déconsignées et versées au compte de la banque de Tahiti ouvert au nom de M. Hubert Loussan.

**MINISTRE DE LA SANTE, DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Par arrêté n° 6963 MSE du 27 novembre 1989.— M. Edouard Nui Bourne est autorisé à installer et exploiter un atelier de menuiserie sur la parcelle A du plan de partage n° 4 de la terre "Vaiterupe", sise au P.K. 23,0, côté montagne, dans la commune de Paœa.

### *Équipements et caractéristiques*

L'installation, qui relève de la 1<sup>ère</sup> classe, comprendra :

- un combiné à 6 opérations de 380 V de 4,5 kW ;
- une scie radiale 380 V de 2,2 kW ;
- une scie circulaire à panneaux 220 V de 1,7 kW ;
- un aspirateur à copeaux 380 V de 1,5 kW ;
- un compresseur 220 V de 1,1 kW.

### *Installations électriques*

Les installations électriques devront répondre à la norme C 15 100 et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien ou un installateur compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Un dispositif permettant la coupure totale de l'électricité sera installé à l'extérieur du bâtiment. Ce dispositif devra être signalé par une affichette.

### *Moyens de secours*

Il sera installé un extincteur homologué de 10 litres. Cet appareil devra porter le label NF M1H et faire l'objet d'un contrat d'entretien annuel.

### *Mesures préventives*

Des mesures seront prises pour éviter toute accumulation dans l'atelier de copeaux, de déchets, de sciures ou poussières, de manière à prévenir tout danger d'incendie.

### *Prévention contre les nuisances sur l'environnement*

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

L'insonorisation du bâtiment ainsi que les ouvertures seront telles que l'exploitant de l'atelier n'engendrera pas de nuisance sonore.

### *Prescriptions administratives*

La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

### *Prescriptions générales*

Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 modifiée.

L'établissement sera implanté et exploité conformément aux plans joints à la demande d'autorisation.

Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

L'établissement devra être défendu par un poteau d'incendie normalisé de 100 mm assurant un débit de 17 l/seconde, sous une pression minimale de 1 bar à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions ci-après du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

L'inspecteur des installations classées est chargé du contrôle de l'établissement autorisé.

Par arrêté n° 6964 MSE du 27 novembre 1989.— M. Teva Matohi est autorisé à installer et exploiter des bâtiments d'élevage et une tuerie sur une partie du lot n° 4 du domaine Xavier Matohi sise à Haapiti, P.K. 30,5, côté montagne, dans la commune de Moorea-Maiao.

### *Caractéristiques des installations*

- un élevage porcin abritant une vingtaine de truies et 2 verrats dont l'objectif est la production de porcelets ; dimensions du bâtiment : 25,5 m x 12 m ;  
- La capacité maximale de porcs adultes sera de 30 bêtes -
- un élevage de poulets de chair répartis en 5 bâtiments (4 d'élevage et 1 destiné au vide sanitaire) ; dimensions des bâtiments : 9 m x 7 m ;  
- La capacité maximale de l'élevage avicole sera de 2.000 poulets de chair -
- un abattoir de volailles et de porcelets ; dimensions du bâtiment : 12 m x 7 m ;
- un bâtiment d'entreposage des aliments ; dimensions du bâtiment : 8 m x 7 m.

Toute augmentation des cheptels (porcin ou avicole) sera soumise à la procédure complète d'enquête publique.

## PRESCRIPTIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES BATIMENTS D'ELEVAGE

### Alimentation en eau

L'alimentation en eau se fera sur captage privé.

L'abreuvement des animaux se fera par tétines automatiques.

### Implantation

- 1° Sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs, toute installation sur lisier devra être implantée à plus de 100 mètres de tout immeuble habité ou occupé par des tiers, des terrains de camping ou de sport et de tout local à usage professionnel.
- 2° Les établissements d'élevage ne devront pas être implantés :
  - à l'intérieur des périmètres de protection immédiate et rapprochée des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
  - à moins de 35 mètres des cours d'eau ;
  - à moins de 200 mètres des lieux de baignade et des plages ;
  - à moins de 500 mètres des sites d'aquaculture.

### Destination des eaux de nettoyage des installations

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et annexes seront collectées par un réseau d'égout et dirigées vers les installations de stockage et de traitement des eaux résiduaires des installations.

### Destination des eaux pluviales non polluées

Les eaux pluviales non polluées seront collectées par un réseau particulier. Elles ne devront, en aucun cas, parvenir à l'installation de traitement des eaux usées.

### Evacuation des eaux résiduaires

La pente des sols de la porcherie, du local "tuerie" (couloirs de circulation, aires de repos, etc.) ou des installations annexes (aires extérieures revêtues, etc.) ne sera pas inférieure à 2 %.

La pente des ouvrages d'évacuation (canalisation, etc.) des eaux résiduaires ne sera pas inférieure à 2 %.

A l'extérieur des bâtiments, l'écoulement à ciel ouvert des eaux résiduaires est interdit.

### Prévention de la pollution de l'eau

Le rejet direct ou indirect, à l'exclusion de l'épandage, dans une nappe souterraine, d'eaux résiduaires même traitées est interdit.

### Prévention de la pollution de l'air Réduction des émissions d'odeur

- a) Les émissions d'odeur provenant des installations ou, le cas échéant, de l'épandage, ne devront pas constituer une source de nuisances pour le voisinage.

Le système de ventilation des bâtiments sera étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air évacué des bâtiments en direction des habitations des tiers.

- b) Les odeurs au niveau de l'épandage seront combattues en utilisant du lisier désodorisé (stockage aéré par exemple) ou en procédant à l'enfouissement immédiat du lisier.

L'épandage, sans enfouissement ou qui ne met pas en œuvre un lisier désodorisé, est interdit à moins de 200 m de tout logement occupé par des tiers ou de tout local à usage professionnel.

- c) Dans les autres cas, l'épandage peut se faire à une distance moindre qui ne pourra pas être inférieure à 50 m.

### Prévention contre les nuisances sur l'environnement

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Toutes dispositions efficaces seront prises dans toutes les parties des installations pour éviter la pullulation de mouches et des rats, ainsi que pour en assurer la destruction.

## PRESCRIPTIONS PARTICULIERES A L'ELEVAGE PORCIN

### Mode d'exploitation

L'exploitation de la porcherie se fera sur dalle bétonnée.

### Aménagement de la porcherie

#### Étanchéité

Tous les sols de la porcherie (couloirs de circulation, aires de repos des animaux, etc.), toutes les installations d'évacuation (canalisations, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage seront imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

A l'intérieur du bâtiment, le bas des murs, sur une hauteur de 1 mètre au moins, sera imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité.

### Stockage des eaux résiduaires

Les ouvrages de stockage devront satisfaire aux prescriptions ci-dessus (étanchéité).

Les fosses à lisier seront étanches et d'une capacité totale d'environ 50 m<sup>3</sup>.

Les trop-pleins des ouvrages de stockage sont interdits.

En cas d'épandage sur des terres agricoles, la capacité des ouvrages de stockage devra permettre de stocker la totalité des eaux résiduaires de la porcherie produites pendant au moins 45 jours successifs.

### Stockage des déjections solides

Les déjections solides seront stockées sur une aire étanche munie au moins d'un point bas où seront collectés les liquides

d'égouttage qui devront être dirigés vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires de la porcherie.

La superficie de l'aire de stockage sera suffisante pour recevoir les déjections solides de la porcherie pendant 45 jours successifs.

*Réduction de la pollution contenue  
dans les eaux résiduaires*

a) *Épandage des eaux résiduaires*

1. L'effluent sera soumis à une épuration naturelle par le sol sur une surface suffisante ;
2. Toute modification apportée au plan d'épandage joint à la demande d'autorisation, devra être signalée à l'inspecteur des installations classées ;
3. En aucun cas, la capacité d'absorption des sols ne devra être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire ;
4. L'épandage est interdit :
  - A proximité des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités ou des particuliers, à moins de 200 m des lieux de baignade, à moins de 500 m des sites conchylicoles, à moins de 35 m des cours d'eau ;
  - En dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées ;
  - A l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration générateurs de brouillards fins.

b) *Traitement dans une station d'épuration*

Le flux de pollution résiduelle journalier, rejeté, devra, pour les différents paramètres mesurés, être toujours inférieur à :

- 1,050 kg de DCO (demande chimique en oxygène) ;
- 0,150 kg de DBO 5 (demande biochimique en oxygène en 5 jours) ;
- 0,090 kg de MeS (matières en suspension).

Des mesures de débit et des analyses permettant de connaître la DCO, la DBO 5 et les MeS seront faites aux frais de l'exploitant, selon une fréquence qui sera prescrite par l'inspecteur des installations classées.

Les mesures de débit devront pouvoir être réalisées en utilisant soit un seuil déversoir dans un regard spécialement aménagé à cet effet, soit un récipient de volume connu.

*Résidus de cuisine*

Les résidus de cuisine devront être livrés en récipients étanches munis de couvercles.

L'exploitant ne pourra recevoir au plus que la quantité de résidus de cuisine nécessaires pour la consommation d'une journée.

**PRESRIPTIONS PARTICULIERES  
A L'ELEVAGE AVICOLE**

Les murs et cloisons du poulailler ou de la volière seront revêtus de matériaux imperméables, durs, résistants aux chocs et à surface lisse sur toute la hauteur susceptible d'être souillée. Des vides sanitaires seront effectués à la fin de chaque bande.

Les bâtiments seront construits en matériaux au minimum "moyennement inflammables", la couverture étant en matériaux incombustibles.

Pour les élevages de volaille de chair, le sol sera en terre battue ou bétonné et recouvert d'une litière (sciure de bois par exemple). Celle-ci sera enlevée à chaque fin de bande et un vide sanitaire sera effectué dans le bâtiment.

A chaque fin de bande, le bâtiment sera nettoyé.

Toutes les parties de l'établissement seront convenablement ventilées. Toutes mesures efficaces, notamment l'épandage de produits appropriés tels que superphosphate, seront prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par les odeurs.

Les fientes séchées seront convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeurs et de poussières. Après l'élevage de chaque bande, les litières seront évacuées et leur entreposage ne pourra avoir lieu à moins de 50 mètres de toute habitation. Le stockage des fientes séchées se fera à plus de 100 mètres ou dans les parties les plus éloignées des habitations.

L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse-cour est interdit.

**PRESRIPTIONS PARTICULIERES  
AU LOCAL D'ENTREPOSAGE DES ALIMENTS**

Les aliments destinés à la nourriture des volailles seront entreposés dans un local clos réservé à cet usage, ou en silo.

**PRESRIPTIONS PARTICULIERES A L'ABATTOIR**

Les animaux ne pourront être laissés en liberté dans l'établissement.

Les sols des locaux où sont parqués les animaux et ceux du local qui sert de tuerie seront garnis d'un revêtement imperméable.

Les pentes seront réglées de manière à conduire les liquides vers des orifices d'évacuation pourvus d'un siphon relié à la canalisation souterraine et munis d'un panier grillagé ou de tout autre dispositif capable d'arrêter la projection des corps solides.

Les débris retirés éventuellement des eaux résiduaires seront recueillis dans des récipients répondant aux prescriptions (1) ci-après.

Le local qui sert de tuerie sera suffisamment vaste pour permettre l'exécution du travail dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité.

Toutes les parties de l'établissement seront convenablement éclairées. Elles seront ventilées efficacement de façon permanente, de telle sorte que le voisinage ne puisse être incommodé par les odeurs.

Il y aura de l'eau potable sous pression, en quantité suffisante, avec prises à raccord, pour permettre d'effectuer, matin et soir, des lavages abondants de toutes les parties de l'établissement (murs, sols, matériel, etc.).

Toutes les parties de l'établissement, les tables de travail, les ustensiles, les récipients et tous autres objets utilisés seront entretenus en parfait état de propreté et d'entretien.

Toutes précautions seront prises à l'occasion de la plume (pour les volailles) pour que les plumes ne se répandent pas au dehors. Les plumes, le sang, les vidanges des animaux abattus et en général tous les déchets seront renfermés dans des récipients métalliques (1), étanches, avec angles intérieurs arrondis et munis de couvercles à fermeture jointive et hermétique.

Les déchets et sous-produits seront, ainsi que les fientes des volailles vivantes, enlevés chaque jour. Les récipients qui les auront contenus seront nettoyés, lavés et désinfectés.

Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les épinettes, les mangeoires et les abreuvoirs seront construits en matériaux imperméables et imputrescibles ; ils seront lavés et brossés chaque jour, et constamment maintenus en parfait état de propreté et d'entretien. Les angles intérieurs des mangeoires et des abreuvoirs seront arrondis.

L'eau des abreuvoirs sera renouvelée chaque jour dans la mesure où il ne s'agit pas d'eau sous pression.

Il est interdit de nourrir les animaux avec des matières animales ou végétales en putréfaction ou dégageant des odeurs qui pourraient incommoder le voisinage.

#### *Installations électriques*

Les installations électriques devront répondre à la norme C 15 100 et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien ou un installateur compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Un dispositif permettant la coupure totale de l'électricité sera installé à l'extérieur du bâtiment. Ce dispositif devra être signalé par une afficheuse.

#### *Prescriptions administratives*

La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

#### *Prescriptions générales*

Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 modifiée.

Les établissements seront implantés et exploités conformément aux plans joints à la demande d'autorisation.

Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

L'inspecteur des installations classées est chargé du contrôle de l'établissement autorisé.

Par arrêté n° 6965 MSE du 27 novembre 1989. — La société anonyme "Tahiti Tuna" est autorisée à exploiter une unité de production d'emballages en polystyrène dans les entrepôts de la société sis dans la zone industrielle de Motu Uta, dans la commune de Papeete.

#### *Equipements et caractéristiques*

L'installation, qui relève de la 1ère classe, comprend les matériels suivants :

- une presse à mouler automatique de type Mat V 90/90 de 9,5 kW ;
- une presse à mouler automatique de type Mat H 55/65 de 7,5 kW ;
- deux moules 2 empreintes ;
- quatre moules pour plaques ;
- un préexpandeur avec séchoir de 4 kW ;
- trois silos de 10 m<sup>3</sup> chacun ;
- un compresseur de 30 kW ;
- une tour de réfrigération de 6 kW ;
- une chaudière dont la consommation de gazole en pouvoir calorifique est estimée à 7.500 kcal/heure ;
- une cuve de gazole de 2.100 litres en installation aérienne avec bac de rétention et servant à l'alimentation de la chaudière.

#### *Installations électriques*

Les installations électriques devront répondre à la norme C 15 100 et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les installations électriques, force et lumière seront établies selon les règles de l'art sous fourreau isolant et incombustible, de façon à éviter les courts-circuits.

#### *Prescriptions se rapportant à l'atelier de fabrication d'emballages en polystyrène*

L'atelier sera efficacement ventilé, de préférence mécaniquement, et de manière telle que le voisinage ne soit pas incommodé par les odeurs ou émanations nuisibles.

Les éléments de construction de l'atelier devront répondre aux caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- matériaux de catégorie M0 ;
- parois coupe-feu de degré deux heures ;
- couverture en matériau de catégorie M0 ou plancher haut coupe-feu de degré deux heures ;
- portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré une demi-heure ;
- portes donnant vers l'extérieur pare-flammes de degré une demi-heure.

Les appareils de fabrication seront munis d'un dispositif de captation efficace des gaz, vapeurs ou buées dégagées, qui seront refoulés vers un appareil assurant une neutralisation et une désodorisation efficace avant leur rejet à l'extérieur. Cet appareil devra permettre en tout temps un contrôle facile de son efficacité et une remise en état rapide en cas de fonctionnement défectueux.

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

En particulier, les émissions à l'atmosphère devront avoir une concentration en poussière inférieure à 150 milligrammes/N mètre cube.

Des contrôles pondéraux des teneurs en poussières des rejets à l'atmosphère pourront être effectués, à la demande de l'inspecteur des installations classées, par un organisme choisi en accord avec ce dernier.

On disposera de masques reconnus efficaces en nombre suffisant pour assurer la protection du personnel en cas d'incidents de fabrication ou d'arrêt accidentel du dispositif de captation des vapeurs.

Les manipulations de toute nature seront effectuées de manière à éviter tout déversement de produits odorants ou toxiques dans l'atelier. Ces produits seront entreposés en attendant leur emploi, dans un local spécial extérieur à l'atelier de fabrication. Aucune manipulation ne sera effectuée dans ce local.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets industriels seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement.

L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

#### *Prescriptions se rapportant au dépôt de matières plastiques alvéolaires ou expansées*

Le local du dépôt ne renfermera aucun appareil de chauffage à feu nu. Il est interdit d'y fumer ; cette interdiction sera affichée à l'entrée du dépôt.

On ménagera, dans la toiture, des cheminées d'aération de large section, devant servir d'exutoires pour l'évacuation des fumées et des gaz de combustion en cas d'incendie.

Le stock de matières plastiques alvéolaires ou expansées sera divisé en tas dont le volume unitaire ne devra pas dépasser 20 mètres cubes et dont la hauteur est limitée à 3 mètres.

Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, seront réservés entre les tas, ainsi qu'entre ceux-ci et les murs des clôtures, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité, en cas d'incendie.

Il est interdit d'entreposer dans le dépôt d'autres matières combustibles à moins de 2 mètres des tas de matières plastiques alvéolaires ou expansées.

Le dépôt ne pourra être éclairé qu'au moyen de lampes électriques fixes. Les conducteurs électriques seront convenablement isolés, de façon à éviter les courts-circuits.

#### *Prescriptions se rapportant à la chaudière*

La chaudière sera installée sur un sol incombustible.

Elle sera, ainsi que sa cheminée, placée à distance convenable de toute partie inflammable des constructions et isolée des constructions occupées par des tiers, de manière à éviter tout danger d'incendie et à ne pas incommoder les voisins par la chaleur.

Le local renfermant la chaudière et les différents réservoirs servant à la récupération des gaz sera sans communication directe avec des locaux servant d'habitation ; il en sera séparé par des murs et planchers complètement étanches.

On s'assurera de la bonne ventilation de ce local en y ajoutant au besoin une ventilation haute et basse.

#### *A — Le foyer*

La construction et les dimensions du foyer devront être prévues en fonction de la puissance calorifique nécessaire et du régime de marche prévisible de façon à rendre possible une conduite rationnelle de la combustion et réduire au minimum les dégagements de gaz, poussières ou vésicules indésirables.

La collecte et l'évacuation des cendres et mâchefers se feront sans qu'il puisse en résulter d'émission de poussières ou de bruits gênants pour le voisinage.

#### *B — Conduits d'évacuation des gaz de combustion*

La structure des conduits d'évacuation sera coupe-feu de degré deux heures lorsqu'ils traverseront des locaux habités ou occupés par des tiers. Leurs matériaux seront suffisamment isolants pour que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur. On veillera particulièrement à l'étanchéité et à la résistance des joints. En outre, leur construction et leurs dimensions devront assurer un tirage convenable permettant une bonne combustion.

#### *Dispositions applicables à la cuve de gazole*

Le réservoir fixe sera construit en acier soudable et devra être fermé. Il sera incombustible, étanche, et devra présenter une

résistance suffisante aux chocs accidentels. Il devra être joint au dossier, un certificat d'épreuve d'étanchéité délivré par le constructeur.

Pour le cas de cuve ancienne ou douteuse, un essai d'étanchéité sera réalisé.

Toutes les précautions devront être prises pour protéger réservoir, accessoires et canalisations de la corrosion interne ou externe.

Le matériel d'équipement du réservoir devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est, en particulier, interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Le réservoir devra être équipé d'un dispositif de jaugeage permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu ou admissible avant tout remplissage.

Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Le réservoir devra être équipé d'un tube d'évent au moins, surmonté d'un grillage pare-flammes débouchant à l'air libre, ne présentant aucun risque ni inconvénient pour le voisinage, débouchant à 4 mètres au moins au-dessus du niveau de stationnement du véhicule livreur et à 3 mètres en projection horizontale de toute cheminée, feu nu, porte ou fenêtre de locaux.

Si un réservoir est destiné à alimenter une installation (chaudière, moteur, atelier d'emploi), il devra être placé en contrebas des appareils d'utilisation, sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Il devra exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé à l'extérieur des locaux et manœuvrable manuellement.

Le mode d'utilisation de ce dispositif devra être visiblement indiqué à proximité.

Les canalisations de remplissage ou de soutirage du réservoir, même enterrées dans le sol, seront placées dans des gaines, tranchées ou caniveaux remplis de produits inertes et tamisés.

Le réservoir devra être relié au sol par une prise de terre efficace de large surface.

Une cuvette de rétention étanche sera prévue sous le réservoir et de même capacité que celui-ci.

Par ailleurs, toutes les installations métalliques du dépôt seront reliées par une liaison équipotentielle.

Les aires de remplissage et de soutirage, les salles de pompes, devront être conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident, les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.

Les eaux chargées d'hydrocarbures ne devront, en aucun cas, être rejetées sans au moins une décantation et une séparation préalables.

#### *Moyens de secours*

L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, seaux, pompes, extincteurs, seaux de sable, tas de sable meuble avec pelles, etc.

Il sera installé, au minimum :

- un extincteur sur roues de 50 kg à poudre polyvalente ;
- un ou plusieurs masques de respiration étanches à l'extérieur du local.

Les consignes à observer en cas d'incendie et le numéro d'appel du poste des sapeurs-pompiers le plus proche seront affichés à l'entrée du dépôt et près de l'appareil téléphonique de l'entreprise.

#### *Protection de l'environnement*

Les eaux résiduaires devront répondre aux caractéristiques et concentrations suivantes :

- le pH sera compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température de l'effluent sera inférieure à 30° C ;
- DCO inférieure à 120 milligrammes/litre sauf dans le cas où les rejets sont effectués dans un réseau d'assainissement muni d'une station d'épuration.

La quantité d'eau utilisée ne devra pas être supérieure à 50 m<sup>3</sup> par tonne de produit fabriqué. Le débit du rejet devra être inférieur à 150 m<sup>3</sup>/h.

#### *Règles de fonctionnement*

Tous travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage sont interdits la nuit.

#### *Prescriptions générales*

Le bâtiment devra être défendu par un poteau d'incendie normalisé de 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Il sera mis en place un (1) robinet d'incendie armé de diamètre nominal 40 mm, semi-rigide, répondant aux normes françaises, d'une longueur de 30 m, permettant de couvrir la totalité de l'établissement, situé à l'extérieur du local et à 10 m de la sortie de celui-ci.

L'établissement sera implanté et exploité conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions ci-après du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

Cette autorisation est subordonnée à la délivrance du permis de travaux immobiliers nécessaire à la réalisation de l'installation, à demander dans les conditions réglementaires.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

L'inspecteur des installations classées est chargé du contrôle de l'établissement autorisé.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DES ARCHIPELS,  
DU DOMAINE ET DES AFFAIRES FONCIÈRES**

Par arrêté n° 1290 CM du 27 novembre 1989. — Est autorisée l'acquisition par le territoire de la Polynésie française d'un immeuble sis à Papeete, constituant le lot 6 du domaine de Faariipiti et des constructions y édifiées appartenant à Mme Henriette Molinaro moyennant le prix de *soixante cinq millions de francs* (65.000.000 F) payable en deux fractions égales, la première au plus tard le 30 juin 1990 et la seconde au plus tard le 31 mars 1991 sans intérêt.

Les frais de rédaction et de publication de l'acte ainsi que le prix sont imputables au chapitre 90009, article 2100, opération 88-88, AE 182-88.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**ARRÊTÉ n° 6936 MED du 24 novembre 1989 portant délégation de signature au chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim.**

Le ministre de l'éducation et de la fonction publique,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 511 PR du 30 juin 1988 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 522 PR du 4 juillet 1988 relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 octobre 1984 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 317 MED du 23 janvier 1989 portant délégation de signature au chef du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu l'arrêté n° 691 PR du 8 novembre 1989 nommant Mme Mireille Bresson, en qualité de conseiller auprès du Président, chargé des questions administratives, sociales et du travail ;

Vu l'arrêté n° 1248 CM du 16 novembre 1989 chargeant Mlle Marielle Pettinato, de l'intérim des fonctions de chef du service du personnel et de la fonction publique,

**Arrête :**

**Article 1er.** — Délégation de signature est donnée à Mlle Marielle Pettinato, chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'éducation et de la fonction publique, dans la limite de ses attributions, les correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

**Art. 2.** — Mlle Marielle Pettinato est, en outre, habilitée à signer, au nom du ministre de l'éducation et de la fonction publique :

- les ordres de déplacement dans le territoire, n'excédant pas six jours, des agents placés sous son autorité ;
- les actes de gestion courante des agents placés sous son autorité ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses du service imputées sur le budget local ;
- la prise en charge des frais de transports et bagages.

**Art. 3.** — Sous réserve des pouvoirs délégués aux autres ministères, relatifs à la gestion courante des personnels placés sous leur autorité, elle reçoit délégation de signature dans les domaines suivants :

a) Pour les fonctionnaires des cadres territoriaux et les agents contractuels autres que les personnels enseignants :

- gestion du personnel des cadres à vocation interministérielle dans les conditions fixées au paragraphe 1.2.1 de la circulaire n° 1 PR du 8 janvier 1985 ;
- décisions, après consultation des commissions consultatives paritaires et de la commission d'interprétation et de conciliation prévues par la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration (sauf les recrutements et les décisions en matière disciplinaire) ;
- organisation des concours de recrutement, composition et nomination des jurys ;
- gestion des bourses de formation professionnelle pour les besoins de l'administration territoriale ;



- suspensions de fonctions excédant 1 an ;
- mises en position de détachement, de disponibilité ou de mise à disposition ;

b) Pour l'ensemble des agents, y compris les fonctionnaires de l'Etat mis à la disposition du territoire (à l'exception de ceux relevant de la convention Etat-territoire n° 88-3 du 31 mars 1988 et de ses annexes) :

- autorisation de cumul de congés annuels en vue de l'obtention des congés administratifs à passer hors du territoire ;
- attribution des congés administratifs cumulés à passer hors du territoire ;
- affectations initiales (sauf pour les agents de catégorie A ou 1) ;
- propositions relatives à la gestion de carrière des fonctionnaires de l'Etat en fonctions dans les services territoriaux.

Art. 4.— Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 novembre 1989.  
Raymond VAN BASTOLAER.

Par arrêté n° 1293 CM du 28 novembre 1989.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-89 du 18 mai 1989 adoptant le rapport d'activité 1988 du conseil d'établissement du collège de Arue.

Par arrêté n° 1294 CM du 28 novembre 1989.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-89 du 18 mai 1989 adoptant le compte financier 1988 du conseil d'établissement du collège de Arue.

Par arrêté n° 1295 CM du 28 novembre 1989.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-89 du 18 mai 1989 portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1988 du conseil d'établissement du collège de Arue.

Par arrêté n° 1296 CM du 28 novembre 1989.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-89 du 4 avril 1989 adoptant le rapport d'activité 1988 du conseil d'établissement du collège de Taane.

Par arrêté n° 1297 CM du 28 novembre 1989.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-89 du 4 avril 1989 adoptant le compte financier 1988 du conseil d'établissement du collège de Taane.

Par arrêté n° 1298 CM du 28 novembre 1989.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-89 du 4 avril 1989 portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1988 du conseil d'établissement du collège de Taane.

Par arrêté n° 1299 CM du 28 novembre 1989.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-89 du 5 juin 1989 adoptant le rapport d'activité 1988 du conseil d'établissement du collège de Mahina.

Par arrêté n° 1300 CM du 28 novembre 1989.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-89 du 5 juin 1989

adoptant le compte financier 1988 du conseil d'établissement du collège de Mahina.

Par arrêté n° 1301 CM du 28 novembre 1989.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-89 du 5 juin 1989 portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1988 du conseil d'établissement du collège de Mahina.

Par arrêté n° 1302 CM du 28 novembre 1989.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-89 du 5 juin 1989 adoptant le rapport d'activité 1988 du conseil d'établissement du collège de Moorea.

Par arrêté n° 1303 CM du 28 novembre 1989.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-89 du 5 juin 1989 adoptant le compte financier 1988 du conseil d'établissement du collège de Moorea.

Par arrêté n° 1304 CM du 28 novembre 1989.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-89 du 5 juin 1989 portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1988 du conseil d'établissement du collège de Moorea.

Par arrêté n° 7054 MED du 29 novembre 1989.— Est autorisée l'ouverture d'un concours externe, sur titre et entretien, pour le recrutement d'un technicien pour assumer les fonctions de moniteur du Centre des métiers de la nacre et de la perliculture, agent contractuel de la 2e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, affecté au service de la mer et de l'aquaculture.

**MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT,  
DES TRANSPORTS TERRESTRES  
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

**CONVENTION n° 89-1848 du 20 novembre 1989  
conclue le 20 novembre 1989.**

ENTRE :

— M. Alexandre Léontieff, agissant en qualité de Président du gouvernement de la Polynésie française, en application de la délibération n° 87-74 AT en date du 12 juin 1987, ci-après dénommé "l'autorité organisatrice",

*d'une part,*

ET :

— le président du conseil d'administration du G.I.E. "To O'a O Te Ra",

*d'autre part.*

Dans le cadre des dispositions de la délibération n° 87-74 AT du 12 juin 1987 et de la réglementation en vigueur, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1er.— Objet de la convention**

L'autorité organisatrice confie au G.I.E. "To O'a O Te Ra" l'exploitation des services de transports publics et de transports scolaires dont la nature, la consistance et les modalités d'exploitation sont définies dans le cahier des charges joint à la présente convention.

Celui-ci reprend l'ensemble des clauses que le service de l'éducation désire voir appliquer pour le transport des élèves, qu'il s'effectue ou non dans des services mixtes, c'est-à-dire avec des usagers adultes.

Pour la défense de l'intérêt général et dans un souci de respect de la réglementation, d'un juste partage, d'un meilleur service rendu et de contrôle, il est nommé par l'autorité organisatrice un commissaire aux transports auprès du G.I.E. "To O'a O Te Ra".

#### Art. 2.— *Modification de la consistance des services*

a) Le G.I.E. "To O'a O Te Ra" peut appliquer, en cours de contrat, des modifications mineures à la consistance et aux modalités d'exploitation des services, sous réserve d'en informer l'autorité organisatrice au moins un mois avant la date de leur mise en œuvre. Il en est ainsi en cas de modifications consistant en :

- légers aménagements des itinéraires des services réguliers ;
- modifications du nombre de places offertes par tranche horaire affectées sur chaque ligne, inférieures à 10 %.

b) Toute modification autre que celles visées ci-dessus ne pourra être mise en œuvre qu'après accord écrit de l'autorité organisatrice et éventuellement conclusion d'un avenant à la présente convention.

c) En cours d'année scolaire, aucune modification susceptible de gêner les élèves ne pourra être apportée à la consistance des services.

#### Art. 3.— *Clause de non-concurrence*

L'autorité organisatrice et le G.I.E. "To O'a O Te Ra" ne pourront créer ou développer des services réguliers publics desservant tout ou partie des relations assurées par les services objets du présent contrat, et susceptibles de les concurrencer, qu'avec l'accord de l'autre partie. Toutefois, l'autorité organisatrice pourra créer des services nouveaux réservés aux élèves si le G.I.E. "To O'a O Te Ra" n'est pas en mesure de répondre à la demande.

#### Art. 4.— *Sous-traitance*

L'autorité organisatrice peut autoriser le G.I.E. "To O'a O Te Ra" à sous-traiter une partie des services qui fait l'objet du présent contrat. Dans ce cas, le G.I.E. "To O'a O Te Ra" reste entièrement responsable vis-à-vis de l'autorité organisatrice de l'exécution des services sous-traités.

Le nom des sous-traitants, et les services qu'ils effectuent, seront portés au cahier des charges.

Ces sous-traitants sont soumis aux mêmes conditions de service imposées aux transporteurs conventionnés.

#### Art. 5.— *Durée*

La présente convention est passée pour une durée de un an à compter de la date de signature. Elle sera tacitement reconduite pour une période similaire jusqu'à sa dénonciation par les parties signataires.

Elle devra être dénoncée trois mois avant l'arrivée du terme de la présente convention. Cette dénonciation se fera par lettre

recommandée avec accusé de réception adressée au siège de chacune des parties.

Toutefois, des modifications pourront y être apportées à tout moment par simples avenants.

#### Art. 6.— *Gestion de service*

Dans le respect de la réglementation générale en matière de transports routiers de voyageurs et des règles fixées par la présente convention et le cahier des charges annexé, le G.I.E. "To O'a O Te Ra" gère les services qui lui sont confiés, en collaboration avec l'autorité organisatrice.

Toute décision relative à la gestion de ces services ne pourra être prise qu'après accord écrit du G.I.E. "To O'a O Te Ra" et de l'autorité organisatrice.

Le G.I.E. s'engage à assurer le bon entretien et, si nécessaire, le renouvellement du matériel roulant. Il fait toutes propositions qu'il estime utiles pour l'amélioration des conditions dans lesquelles sont effectués les services de transports routiers de voyageurs.

L'affectataire est tenu d'assurer la continuité des services définis au cahier des charges, quelles que soient les circonstances, sauf cas de force majeure, intempéries exceptionnelles ou grève. Il supporte toutes les dépenses engagées par l'autorité organisatrice pour faire provisoirement assurer les services qu'il n'aurait pas été en mesure d'assurer. L'autorité organisatrice et le G.I.E. "To O'a O Te Ra" veillent à la sécurité publique. Lorsque celle-ci vient à être compromise par le mauvais état des infrastructures ou du matériel, l'autorité organisatrice, de sa propre initiative ou à la demande du G.I.E. "To O'a O Te Ra", demande aux forces de police de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour prévenir tout danger et assurer la continuité des services.

#### Art. 7.— *Biens et moyens fournis par l'autorité organisatrice*

L'autorité organisatrice met en place, pour la sécurité et le confort des usagers, les biens qui figurent à l'inventaire annexé au cahier des charges. Il précise en outre les dates des différentes mises en place.

L'autorité organisatrice mettra en œuvre tous les moyens à sa disposition pour mener des campagnes médiatiques visant à informer les usagers de la nouvelle organisation des transports publics de personnes.

#### Art. 8.— *Biens fournis par le G.I.E. "To O'a O Te Ra"*

Le G.I.E. "To O'a O Te Ra" s'engage à fournir les biens nécessaires à l'exploitation des services autres que ceux mis à disposition par l'autorité organisatrice. Il fournit notamment le matériel roulant. Au fur et à mesure de leur mise en service, ces biens sont inscrits à l'inventaire annexé au cahier des charges.

Le G.I.E. "To O'a O Te Ra" s'engage à consigner des véhicules de réserve destinés au remplacement temporaire de tout matériel roulant. A titre exceptionnel, ces véhicules pourront être utilisés pour le transport occasionnel de personnes.

Ces véhicules seront consignés conformément au tableau suivant :

- entre 1 et 20 véhicules mis en service : 2 véhicules de réserve au moins,
- entre 21 et 60 véhicules mis en service : 3 véhicules de réserve au moins,
- entre 61 et 80 véhicules mis en service : 4 véhicules de réserve au moins,
- au-delà de 80 véhicules mis en service : 5 véhicules de réserve au moins.

#### Art. 9.— Tarifs

Le G.I.E. "To O'a O Te Ra" est autorisé à percevoir, auprès des usagers, des prix établis sur la base de la tarification en vigueur. Le cahier des charges fixe la tarification et les conditions de son application.

#### Art. 10.— Charges d'exploitation

Le G.I.E. "To O'a O Te Ra" supporte toutes les charges d'exploitation, sauf celles qui seront éventuellement prises en charge par l'autorité organisatrice, y compris :

- Les échéances des emprunts contractés par lui-même ou l'un de ses associés pour assurer le financement des biens nécessaires à l'exploitation ;
- Sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers, à la suite de l'exécution des services ;
- Les frais de timbre et de droit d'enregistrement éventuels du présent contrat ;
- Les frais afférents au contrôle technique et de sécurité assuré par le territoire, selon la réglementation en vigueur.

#### Art. 11.— Charges de l'autorité organisatrice

Lors de la signature de la convention, l'autorité organisatrice prend en charge :

- l'aménagement et l'entretien de deux gares routières,
- l'équipement des points d'arrêt et de retournement en concertation avec le G.I.E. "To O'a O Te Ra",
- la conception et la réalisation de campagnes d'informations relatives à la nouvelle organisation des transports publics,
- le coût du transport des élèves,
- l'identification des véhicules de réserve,
- le financement de toutes enquêtes, études et statistiques liées à l'amélioration du service public des transports.

#### Art. 12.— Compte-rendu d'activités

Après s'être fait adresser toutes les informations relevant de ses transporteurs, le G.I.E. "To O'a O Te Ra" fournit à l'autorité organisatrice, tous les quatre (4) mois, un compte-rendu d'activités contresigné par le commissaire aux transports comprenant les éléments statistiques suivants :

- kilométrage effectué par véhicule et par mois, les services scolaires étant comptés à part,
- dépenses,
- recettes, y compris celles du transport d'élèves en excluant les activités qui ne relèvent pas de la présente convention.

Par dérogation à l'alinéa ci-dessus, sur réquisition des services concernés, pour la menée des enquêtes prévues à l'article 11 de la

présente convention, le G.I.E. "To O'a O Te Ra" est tenu de fournir à tout moment les documents énumérés à l'alinéa ci-dessus.

En outre, le G.I.E. "To O'a O Te Ra" présente tous les quatre (4) mois un commentaire sur la fréquentation, l'état du matériel roulant et sur les événements marquants intervenus sur les différentes lignes exploitées.

#### Art. 13.— Sanctions

Les agents du service de l'éducation et du service territorial des transports terrestres sont habilités à constater toute infraction à la réglementation en vigueur. A cette fin, ils sont assermentés. La liste nominative de ces agents sera annexée au cahier des charges. En cas de non-respect de la réglementation relative au transport scolaire ou régulier dûment constaté, l'autorité organisatrice informe le G.I.E. "To O'a O Te Ra" et adresse une injonction au transporteur incriminé. Ce dernier dispose d'un délai de 3 jours pour apporter toute modification jugée nécessaire sous peine de sanction. L'inertie du G.I.E. "To O'a O Te Ra" et de son transporteur fautif à exécuter les injonctions qui leur sont adressées entraîne le retrait du service qui a fait l'objet de ladite injonction.

En cas de manquement grave, il sera fait application de l'article 15. La suppression du service de transport des élèves sera immédiate.

#### Art. 14.— Résiliation

L'autorité organisatrice se réserve le droit de résilier sans indemnité la présente convention :

- en cas de dissolution du G.I.E. "To O'a O Te Ra",
- en cas de modification de la liste des associés sans l'autorisation de l'autorité organisatrice. La résiliation prend effet à compter du huitième jour franc de sa notification au président du G.I.E. "To O'a O Te Ra".

S'agissant du sort des biens, la résiliation sans indemnité entraîne les mêmes conséquences que l'expiration de la convention (article 16).

#### Art. 15.— Déchéance

Le G.I.E. "To O'a O Te Ra" peut être déchu du bénéfice du présent contrat :

- en cas de fraude ou de malversation de sa part,
- en cas d'observation grave ou de transgression répétée des clauses du présent contrat et notamment si le service vient à être interrompu totalement ou partiellement pendant plus de 15 jours, sauf cas de force majeure, intempéries exceptionnelles ou grèves,
- ou si, du fait du G.I.E. "To O'a O Te Ra", la sécurité vient à être compromise par un défaut d'entretien du matériel roulant.

L'autorité organisatrice met en demeure le G.I.E. "To O'a O Te Ra" de remédier aux fautes constatées dans un délai de un mois. Si, dans ce délai, aucune amélioration n'a été apportée, la déchéance du bénéfice du présent contrat sera prononcée par l'autorité organisatrice. Cette déchéance prendra effet à compter du jour de sa notification. Elle ne peut donner lieu à aucune indemnité.

# Art. 16.— Expiration de la convention

Lorsque le contrat arrive à échéance :

a) Les biens éventuels mis à la disposition du G.I.E. "To O'a O Te Ra" par l'autorité organisatrice font retour gratuitement à cette dernière.

b) Les biens fournis par le G.I.E. "To O'a O Te Ra" (lesquels figurent à l'inventaire annexé au cahier des charges) et qui ont été financés éventuellement au moyen d'emprunts contractés avec la garantie de l'autorité organisatrice, sont remis à cette dernière, à charge pour elle de se substituer au G.I.E. "To O'a O Te Ra" pour le paiement des annuités restant à courir et de lui verser la différence éventuelle entre la valeur vénale du bien, fixée à dire d'experts désignés par le tribunal civil de Papeete, et le montant du capital restant à rembourser.

c) Les autres biens fournis par le G.I.E. "To O'a O Te Ra" peuvent être repris par l'autorité organisatrice, moyennant indemnité de rachat fixée à dire d'experts désignés par le tribunal civil de Papeete.

d) L'autorité organisatrice se réserve le droit d'acquérir, en totalité ou en partie, les approvisionnements et les stocks existants, à prix fixés à dire d'experts désignés par le tribunal civil de Papeete.

e) Aucune indemnité autre que celles visées aux alinéas ci-dessus ne sera due par chacune des parties.

# Art. 17.— Litiges

L'autorité organisatrice et le G.I.E. "To O'a O Te Ra" conviennent que les litiges qui résulteraient de l'application du présent contrat font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord. A défaut de conciliation, les litiges sont soumis à la juridiction administrative compétente.

# Art. 18.— Circulation

L'autorité organisatrice s'engage à intervenir auprès des autorités responsables de la circulation sur les voies publiques pour faciliter la circulation des véhicules de transport en commun, notamment dans les agglomérations.

# Art. 19.— Notifications

A défaut de notification adressée au président du G.I.E. "To O'a O Te Ra" par les représentants qualifiés de l'autorité organisatrice et constatée par reçu, les notifications sont valablement effectuées par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à Papeete, le 20 novembre 1989.  
Le Président du gouvernement  
de la Polynésie française,  
Alexandre LEONTIEFF.

Le président du G.I.E. "To O'a O Te Ra",  
Georges PITO.

Par arrêté n° 6945 MUR du 27 novembre 1989.— Est autorisé le paiement de la prime à la construction aux personnes dont les noms suivent :

Nom et Prénom	Tranche 1	Tranche 2
M. Ader Etienne		735.900
M. et Mme Aiamu Daniel	458.550	
Mme Aitamai Tina		500.100
M. et Mme Allouche Claude		750.000
M. Amaru Patrick	406.650	
Mme Asin Patricia	750.000	
M. Atuahiva Joe et Mme Tarahu Teura		572.775
M. et Mme Barrier Luc		750.000
Mlle Bayer Scarlett	329.625	
M. et Mme Bedee J.-Daniel	447.600	
M. Bouly Hugues et Mlle Lequerré Sylviane		559.200
M. Chane Robert	750.000	
M. et Mme Chang Lam Jhonshun		750.000
Mme Changuin Annette		750.000
Mme Chant Viviane		494.700
M. Chung Ernest		750.000
M. et Mme Colomas Robert		480.450
Mme Colombani Marie	343.500	
Mme Colombani Marie	343.500	
Mme Colombani Marie	343.500	
Mme Colombani Marie	343.500	
Mme Colombani Marie	343.500	
Mme Colombani Marie	366.000	
M. Courset Paul	423.750	
M. Decian Alex	291.150	
M. Decian Alex	291.150	
M. Decian Alex	291.150	
M. Decian Alex	291.150	
M. Faatau Calixte		480.450
M. et Mme Fareura Turi	591.225	
M. Fernandez Daniel		422.850
M. Frogier Alexis	750.000	
M. Gardrat Eric		332.775
Mlle Gardrat Sylvana		332.775
Mlle Garel Ingrid	750.000	
M. et Mme Heintz Marcel	750.000	
M. Heitaa Joseph et Mlle Utia Pauline	750.000	
M. Hugues Michel		750.000
M. et Mme Jissang Jean	750.000	
M. Jorda J.-Jacques	750.000	
M. Keane Ramon		458.550
M. Lai Tham Michel et Mlle Sanford Linda		729.225
M. Langlois Terii	750.000	
M. Lau Norbert		750.000
Mme Laux Catherine	750.000	
M. Lee Robertino		750.000
Mlle Lefèvre Paola		359.025
M. Leou Paul	750.000	
M. Ling Fou Florest et Mlle Lioux Mylène		727.125
M. et Mme Marae David	750.000	
Mlle Mou-Hing Ghislaine	630.975	
M. Nauta Justin et Mlle Keck Linda		491.625
M. et Mme Niva Manua	750.000	
Mlle Pang Tautiti		329.625
M. Paofai Frédéric	333.600	
M. Paquier Fred Tuke	750.000	
M. Postaire Le Marais Pierre		750.000
M. Ravatua Robert		639.450
M. Reid Heinui		750.000

Nom et Prénom	Tranche 1	Tranche 2
Mme Sanford Edwina	518.325	
M. Sanquer Emmanuel	422.400	422.400
M. Sanquer Emmanuel	247.200	247.200
Mme Sarciaux Hélène	496.650	496.650
Mme Siu Gineute	603.750	
M. Siu Richard	750.000	
M. Szeliga Serge		365.700
M. et Mme Tahutini Punuaura		662.250
M. Tamaril Roique et Mlle Tang Denise		329.625
M. et Mme Tanihaa J.-Pierre		596.775
M. Tapu Arthur		360.450
Mme Taputu Diana		537.450
M. Teganahau Eugène		339.750
M. et Mme Tehaamoana Marcelino	631.500	
M. Tehau Roonui	500.100	
Mlle Teiho Erina	750.000	
M. et Mme Tetahaimaui André		750.000
Mme Teuru Mere		448.575
Mme Teururai Gwendoline	640.425	
M. Tihoni John	750.000	
M. Tuahine François		480.450
Mlle Tuahu Stella et M. David Heifara	508.050	
M. Ueva Carlos	480.450	480.450
M. Vanizette William	520.875	
M. et Mme Wong Fat Richard		750.000
M. et Mme You Louis		750.000

La dépense est imputable au chapitre 960, sous-chapitre 960-11, article 651-04, exercice 1989.

Par arrêté n° 6946 MUR du 27 novembre 1989.— Est autorisé le paiement de la prime à la construction aux personnes dont les noms suivent :

Nom et Prénom	Tranche 1	Tranche 2
M. Anania Jean	467.925	
Mlle Carlson Danièle	750.000	
M. et Mme Changuy Gérard		750.000
Mlle Salmon Maeva	591.225	
Mme Tin Hin Lee Hélène	594.375	594.375
M. Vial J.-Paul	638.175	
M. Yi Rémy		630.975

La dépense est imputable au chapitre 960, sous-chapitre 960-11, article 651-04, exercice 1989.

Par arrêté n° 6947 MUR du 27 novembre 1989.— Est autorisé le paiement de la prime à la construction aux personnes dont les noms suivent :

Nom et Prénom	Tranche 1	Tranche 2
M. Anania Gabriel		614.400
M. Florès Edmond	613.725	
M. Hauata-Tahiata Henri	414.675	
M. Haupuni Hira	555.600	
Mme Mairau Puaitera	477.600	
M. Maroanui Mauritia	577.650	
M. Poetai David	108.000	108.000
M. Ravatua Francis	614.250	
M. Tetuamanuhiri Alexandre	480.900	
M. Tupea Tarepa	278.325	
M. Turina Victor	623.775	

La dépense est imputable au chapitre 960, sous-chapitre 960-11, article 651-04, exercice 1989.

Par arrêté n° 6948 MUR du 27 novembre 1989.— Est autorisé le paiement de la prime à la construction aux personnes dont les noms suivent :

Nom et Prénom	Tranche 1	Tranche 2
Mme Lemaire Emma		414.375
M. Tufaimea Lévy	750.000	

La dépense est imputable au chapitre 960, sous-chapitre 960-11, article 651-04, exercice 1989.

Par arrêté n° 6949 MUR du 27 novembre 1989.— Est autorisé le paiement de la prime à la construction aux personnes dont les noms suivent :

Nom et Prénom	Tranche 1	Tranche 2
M. et Mme Tamaril Casimir	438.000	438.000

La dépense est imputable au chapitre 960, sous-chapitre 960-11, article 651-04, exercice 1989.

Par arrêté n° 6950 MUR du 27 novembre 1989.— Est autorisé le paiement de la prime à la construction aux personnes dont les noms suivent :

Nom et Prénom	Tranche 1	Tranche 2
M. Aiamu Charles		750.000
Mme Bion Elda	574.575	
M. Cowan James	512.475	
M. Husson Christian et Mlle Chung Hélène		698.700
M. Le Prado Milton		640.425
M. Manua Elia et Mlle Faatuurai Giovanna		419.625
M. Marama William		720.750
Mlle Pere Rose-Marie		750.000
M. Puhia Michel et Mlle Hiūmaue Marthe		750.000
M. Tang Yves		730.575
M. Teheipuarui Yves et Mlle Orbeck Leila		480.450
M. et Mme Tehuritaua Edmond	750.000	
M. Viti Teva et Mlle Rua Line		329.625

La dépense est imputable au chapitre 960, sous-chapitre 960-11, article 651-04, exercice 1989.

Par arrêté n° 6951 MUR du 27 novembre 1989.— Est autorisé le paiement de la prime à la construction aux personnes dont les noms suivent :

Nom et Prénom	Tranche 1	Tranche 2
Mme Boixière Eliane	645.983	
M. Guillots Jacques		750.000
M. Ly Vong You Teheura	750.000	
M. Manate Marc et Mlle Reva Naraï	750.000	
M. Marurai Richmond	599.325	

Nom et Prénom	Tranche 1	Tranche 2
M. Pommier Stéphane		750.000
M. Pouira Etienne et Mlle Peni Alice	570.000	
M. Sachsse Franck et Mlle Tinorua Tulina		645.690
M. Taruoura Iakoba	635.250	
M. et Mme Terooatea Lysis		703.432
M. et Mme Tetuanui Giovanni	637.725	
Mme Tjiburg Alice		750.000
M. et Mme Tuheiaiva Eti	724.095	
M. Tuiho Robert	621.488	

La dépense est imputable au chapitre 960, sous-chapitre 960-11, article 651-04, exercice 1989.

Par arrêté n° 6952 MUR du 27 novembre 1989. — Est autorisé à la demande de M. Lawrence Taca, président de la ligue polyné-

sienne de handball, le report au 4 mars 1990 de la date du tirage de la tombola qu'il a été autorisé à organiser par arrêté n° 628 PR du 5 octobre 1989 et qui devait avoir lieu le 24 décembre 1989.

Par arrêté n° 721 PR du 28 novembre 1989. — M. Chabrier Joël, gendarme, commandant de la brigade territoriale de Rurutu, aux Australes, est investi des fonctions notariales pour les actes courants d'importance réduite.

Le serment prêté par écrit par M. Chabrier devra être entériné par la cour d'appel de Papeete, avec effet de la date du présent arrêté.

Le présent arrêté sera notifié au procureur général près la cour d'appel de Papeete.

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**ARRETE MINISTERIEL** du 11 octobre 1989 autorisant au titre de la session 1990 l'ouverture d'un concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs d'éducation physique et sportive réservé aux maîtres des classes sous contrat des établissements d'enseignement privés.

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, en date du 11 octobre 1989, est autorisée au titre de la session 1990 l'ouverture d'un concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs d'éducation physique et sportive réservé aux maîtres des classes sous contrat des établissements d'enseignement privés.

Les épreuves écrites d'admissibilité auront lieu les 19 et 20 février 1990, soit :

- lundi 19 février 1990, de 9 heures à 13 heures : composition portant sur l'éducation physique et sportive, discipline d'enseignement ;
- mardi 20 février 1990, de 9 heures à 13 heures : composition portant sur les mises en œuvre didactique et pédagogique de l'éducation physique et sportive éclairées par des données scientifiques.

Elles comporteront les mêmes sujets que les épreuves du concours interne du C.A.P.E.P.S. qui se déroule aux mêmes dates.

Elles se dérouleront au chef-lieu de chaque académie et dans les villes de Cayenne (Guyane), Nouméa (Nouvelle-Calédonie), Papeete (Polynésie française) et Pointe-à-Pitre (Guadeloupe).

Les registres d'inscription à ce concours seront ouverts au service des examens et concours de chaque rectorat d'académie et aux vice-rectorats de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française à compter du 6 novembre 1989 et seront clos le 8 décembre 1989.

Les maîtres doivent s'inscrire auprès du rectorat ou vice-rectorat dans le ressort duquel ils ont leur résidence administrative.

Les demandes d'inscription seront présentées sur les formulaires établis à cette fin par le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Les dossiers de candidature seront :

- soit déposés à ces mêmes services le vendredi 8 décembre 1989, à 17 heures, au plus tard ;
- soit confiés aux services postaux en temps utile pour que l'enveloppe soit oblitérée au plus tard le vendredi 8 décembre 1989, à minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Les candidats auront également la possibilité de s'inscrire par Minitel.

La fermeture des services télématiques aura lieu le vendredi 8 décembre 1989, à 17 heures.

Après la clôture des registres d'inscription, les candidats recevront une notification de leur inscription que ceux inscrits par Minitel retourneront au plus tard pour le mercredi 10 janvier 1990, à minuit, le cachet de la poste faisant foi, faute de quoi l'inscription sera annulée.

Un arrêté ultérieur fixera le nombre de maîtres pouvant bénéficier de l'échelle de rémunération des professeurs d'éducation physique et sportive.

*Nota.* — Pour tout renseignement, les candidats devront s'adresser à la division des examens et concours de leur académie et, pour la région parisienne, au service interacadémique des examens et concours, 7, rue Ernest-Renan, 94114 ARCUEIL CEDEX.

**ARRETE MINISTERIEL du 11 octobre 1989 autorisant au titre de la session 1990 l'ouverture d'un concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs agrégés réservé aux maîtres des établissements d'enseignement privés bénéficiant d'un contrat ou d'un agrément définitif.**

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, en date du 11 octobre 1989, est autorisée au titre de la session 1990 l'ouverture d'un concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs agrégés réservé aux maîtres des établissements d'enseignement privés bénéficiant d'un contrat ou d'un agrément définitif.

Les épreuves d'admissibilité auront lieu les 3, 4 et 5 septembre 1990. Elles comporteront les mêmes sujets que les épreuves du concours interne de l'agrégation qui se déroule aux mêmes dates.

Elles se dérouleront au chef-lieu de chaque académie et dans les villes de Brest (Finistère), Cayenne (Guyane), Metz (académie de Nancy-Metz), Nouméa (Nouvelle-Calédonie), Pau (Pyrénées-Atlantiques), Papeete (Polynésie française), Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) et Tours (Indre-et-Loire).

Les registres d'inscription à ce concours seront ouverts au service des examens et concours de chaque rectorat d'académie et aux vice-rectorats de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française à compter du 6 novembre 1989 et seront clos le 8 décembre 1989.

Les maîtres doivent s'inscrire auprès du rectorat ou vice-rectorat dans le ressort duquel ils ont leur résidence administrative.

Les demandes d'inscription seront présentées sur les formulaires établis à cette fin par le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Les dossiers de candidature seront :

- soit déposés à ces mêmes services le vendredi 8 décembre 1989, à 17 heures, au plus tard ;
- soit confiés aux services postaux en temps utile pour que l'enveloppe soit oblitérée au plus tard le vendredi 8 décembre 1989, à minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Les candidats auront également la possibilité de s'inscrire par Minitel.

La fermeture des services télématiques aura lieu le vendredi 8 décembre 1989, à 17 heures.

Après la clôture des registres d'inscription, les candidats recevront une notification de leur inscription que ceux inscrits par Minitel retourneront au plus tard pour le mercredi 10 janvier 1990, à minuit, le cachet de la poste faisant foi, faute de quoi l'inscription sera annulée.

Des arrêtés ultérieurs fixeront le nombre de maîtres pouvant bénéficier de l'échelle de rémunération des professeurs agrégés, leur répartition dans les sections et éventuellement options et le calendrier des épreuves d'admissibilité.

*Nota.* — Pour tout renseignement, les candidats devront s'adresser à la division des examens et concours de leur académie et, pour la région parisienne, au service interacadémique des examens et concours, 7, rue Ernest-Renan, 94114 ARCUEIL CEDEX.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

#### ORDONNANCE D'EXPROPRIATION N° 1223

Nous, M. Luc COMPAIN, Président du Tribunal de Première Instance de PAPEETE,

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 1238 CM du 17 novembre 1988 ordonnant une enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique concernant la construction de l'aérodrome de FAAITE (archipel des Tuamotu) ;

Vu l'arrêté n° 1239 CM du 17 novembre 1988 ordonnant le dépôt et la publication des plans parcellaires des terrains nécessaires à la réalisation de ces travaux ;

Vu la délibération n° 89-67 AT du 9 juin 1989 déclarant d'utilité publique les travaux de construction de l'aérodrome de FAAITE et cessibles immédiatement les parcelles de terres nécessaires à leur exécution ;

Vu les pièces du dossier, à savoir :

- les certificats d'affichage dans la commune de FAAITE ;
- le registre de déclarations relatif à l'enquête préalable ;
- le registre d'enquête parcellaire ;
- le procès-verbal de la commission d'enquête ;
- les plans et l'état parcellaire ;

Vu la requête qui précède ;

Attendu que toutes les formalités prescrites par le décret du 5 novembre 1936 susvisé ont été remplies ;

Déclarons expropriées pour cause d'utilité publique au profit du territoire les parcelles de terres nécessaires à la construction de l'aérodrome de FAAITE (archipel des Tuamotu) et envoyons celui-ci en possession des parcelles telles qu'elles sont désignées au tableau ci-après, à charge par lui de se conformer aux dispositions des articles 46, 47 et 48 du décret du 5 novembre 1936.

Désignation des terres	Superficie à acquérir (m2)	Noms des propriétaires ou ayants droit connus ou supposés
Vaigatika	2 ha 60 a 50 ca	Terogomaihiiti a Tepeva (déclaration Pté Vme 25-98)
Vaigatika	4 ha 09 a 90 ca	Marerenui a Tapuragi Tefatu a Mahuta Tinorua Momoariki a Metua (déclaration Pté Vme 24 n° 99)
Teonepoto	3 ha 07 a 30 ca	Teragipuariki a Maro (déclaration Pté Vme 24 n° 199)
Ofakea Maherohero Teanepoto	16 ha 39 a 60 ca	Marerenui a Tapuragi Tefatu a Mahuta Tinorua Momoariki a Metua (déclaration Pté Vme 22 n° 114)
Ofakea	2 ha 38 a 20 ca	Tekehi a Taruaia (déclaration Pté Vme 23 n° 159)

Fait en notre cabinet à Papeete, le 16 novembre 1989.

Luc COMPAIN.

# **SOCIETE D'EXTRACTION ET DE VENTE D'AGREGATS ET DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION S.E.V.A.M.**

S.A.R.L. au capital de 400.000 FCP

Siège : PAPEARI, P.K. 53,1 (côté montagne) TAHITI

Au terme d'un acte sous seing privé, établi en date du 24 novembre 1989 et enregistré à PAPEETE, il a été constitué une Société présentant les caractéristiques suivantes :

**Dénomination sociale** : S.E.V.A.M.  
**Forme** : Société à Responsabilité limitée.  
**Siège social** : PAPEARI, P.K. 53,1, côté montagne.

## **Objet social :**

- les travaux de terrassement et travaux publics ;
- l'extraction d'agregats ;
- la fabrication ou la transformation des matériaux ou d'éléments de construction ;
- la vente d'agregats et de matériaux de construction ;
- l'importation de produits, de matériels, de véhicules et d'équipements nécessaires à la réalisation de l'objet social.

**Durée** : 99 années, à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce.

**Capital social** : 400.000 FCP divisés en 200 parts de 2.000 FCP chacune.

**Gérance** : 1/ Mme Lecaill Maruia, demeurant à Auac, Faa ;  
 2/ M. Estall Jean-Yves, lot 68, résidence Aute II à Pirae, désignés comme cogérants.

**Immatriculation** : La Société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Papeete.

*Pour avis,  
 Les cogérants.*

## **PROMOTION ET GESTION IMMOBILIERE**

S.A. au capital de 5.818.181 FCF

Siège social : St-Hilaire - B.P. 6905

FAAA (POLYNÉSIE FRANÇAISE)

R.C.S. PAPEETE B 3608 B

Aux termes de l'assemblée générale du 1er décembre 1989, les actionnaires ont décidé :

- la dissolution de la société et de sa mise en liquidation amiable, puis ont approuvé les opérations de liquidation et le décompte définitif présenté ; puis ont approuvé les opérations de liquidation arrêtées au 15 novembre 1989 et le partage définitif présenté ;
- de donner aux administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat ;
- de donner au commissaire aux comptes quitus de l'exécution de son mandat.

Les comptes de clôture de liquidation seront déposés au greffe de PAPEETE.

La radiation sera demandée au registre du commerce et des sociétés de PAPEETE.

*Pour avis.*

Etude de Maître Eric LEQUERRE

Notaire à PAPEETE (Tahiti)

## **Avis de constitution**

Suivant acte reçu aux minutes de Maître Eric LEQUERRE, Notaire à PAPEETE, le 29 novembre 1989,

Il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

**Dénomination** : SOCIETE CIVILE AGRICOLE VAIOPU RAHI.

**Forme juridique** : Société civile particulière.

**Capital social** : 300.000 FCF divisé en 300 parts de 1.000 FCF chacune numérotées de 1 à 300.

**Objet social** : L'acquisition, la prise à bail, l'exploitation de tous biens agricoles soit directement soit par voie de fermage, de métayage, de mise à la disposition de la société des biens dont les associés sont locataires ou selon toutes autres modalités et spécialement l'exploitation d'une partie de la propriété Roger SAGE de 18 ha 27 a 47 ca située sur la commune de PUNAAUIA.



La vente et éventuellement la transformation conformément aux usages agricoles des produits de cette exploitation.

**Durée** : 99 années.

**Apports en numéraire** : Le capital est entièrement constitué par des apports en numéraire.

**Gérance** : La société a pour gérant M. Stello SAGE, demeurant à PUNAAUIA, P.K. 14,100, côté montagne.

**Cession de parts sociales** : Les parts sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement unanime des associés.

**Immatriculation** : La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PAPEETE.

Pour avis,  
Le notaire.

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

S.N.C. BEAUMONT, PUCHON et Cie  
dénommée RAUMANU INDUSTRIES

Société en nom collectif au capital de 10.000.000 F CFP

Siège social : Titiro, en la Commune de Papeete,  
Allée Pierre-Loti

#### Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete, le 27 novembre 1989, il a été établi les statuts de la société commerciale dont les caractéristiques sont les suivantes :

**Forme** : Société en nom collectif.

**Raison sociale** : BEAUMONT, PUCHON et Cie.

**Dénomination commerciale** : RAUMANU INDUSTRIES

**Objet** : L'importation, l'exportation, la fabrication et la commercialisation de tous produits agro-alimentaires à Tahiti.

**Siège social** : Titiro, en la commune de Papeete,  
Allée Pierre-Loti.

**Durée** : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

**Apports en nature** : Néant.

**Apports en numéraire** : 10.000.000 F CFP.

**Capital social** : 10.000.000 F CFP divisé en 1.000 parts de 10.000 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées en numéraire.

#### Associés :

- 1 - M. Arsène BEAUMONT, demeurant à Papeete, rue Leboucher,
- 2 - Mme Catherine LAW, demeurant à Papeete, rue Leboucher,
- 3 - M. Léonard BEAUMONT, demeurant à Papeete, 5 rue du 22-Septembre,
- 4 - M. Georges Vetea PUCHON, demeurant à Pirae, Lotissement Les Vinis,
- 5 - M. Robinson BEAUMONT, demeurant à Papeete, rue du 22-Septembre,
- 6 - Mme Myrna CHANG LAM, demeurant à Papeete, rue du 22-Septembre,
- 7 - Et Mlle Mylène BEAUMONT, demeurant à Papeete, 5 rue du 22-Septembre.

**Gérance** : Sous l'article 14 des statuts, MM. Arsène et Léonard BEAUMONT et M. Georges PUCHON ont été nommés gérants de la société sans limitation de durée.

**Cessions de parts sociales** : Aux termes de l'article 10 des statuts, les parts sociales ne peuvent être cédées à des personnes étrangères à la société ou entre associés qu'avec le consentement de tous les associés.

**Immatriculation** : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,  
M<sup>e</sup> Lejeune,  
notaire.

Etude de Maître Eric LEQUERRE  
Notaire à PAPEETE (Tahiti)

Suivant acte reçu aux minutes de Maître Eric LEQUERRE, notaire à Papeete, île de Tahiti, le vingt-quatre novembre mil neuf cent quatre-vingt-neuf,

Mme SHING SOI Christine, demeurant à MAHINA, lotissement Mahinarama, domiciliée à PIRAE, B.P. 5718, divorcée, non remariée, de M. GEHIN André,

A vendu à :

M. CONTI Jacques Paul, et Mme WONG Rose, son épouse, demeurant ensemble à PUNAAUIA, Résidence Taina, lot 63, B.P. 21153 - PAPEETE,

Un fonds de commerce de fleuriste, négociant-importateur, sis et exploité à PAPEETE, avenue Georges-Bambridge, immeuble Jissang, connu sous le nom de "NORMAFLO".

Ledit fonds comprenant :

I - *Eléments incorporels* :

- a) La clientèle et l'achalandage y attaché,
- b) L'enseigne et le nom commercial,
- c) Le droit à la sous-location des locaux dans lesquels ledit fonds est exploité,
- d) Le bénéfice de tous marchés, traités et conventions relatifs à son exploitation,

Pour l'exploitation duquel "LE VENDEUR" est immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de PAPEETE, sous le numéro 9925-A et à l'Institut territorial de la statistique de la Polynésie française sous le numéro 073072 001.

Prix : 11.136.000 F CFP (onze millions cent trente-six mille F CFP).

Prise de possession : le 24 novembre 1989.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours de la présente publication légale, à PAPEETE, rue Dumont-d'Urville, en l'étude du notaire où domicile a été élu.

Ledit acte enregistré à Papeete, le 27 novembre 1989, folio 55, bordereau 1449/11.

Pour deuxième insertion,  
Le notaire.

Etude de Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete

S.N.C. PUCHON, BEAUMONT ET Cie  
dénommée LIBRAIRIE ARCHIPELS

Société en nom collectif au capital de 3.000.000 F.CFP  
Siège social : Papeete, rue des Remparts

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte reçu par Me Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete, les 27 et 28 novembre 1989, il a été établi les statuts de la société commerciale dont les caractéristiques sont les suivantes :

*Forme* : société en nom collectif.

*Raison sociale* : PUCHON, BEAUMONT ET Cie

*Dénomination commerciale* : LIBRAIRIE ARCHIPELS

*Objet* : L'exploitation d'un fonds de commerce de librairie, papeterie, fourniture scolaire, matériel de bureau, photos, cadeaux, films vidéo, matériel hifi et électronique, audiovisuel.

*Siège social* : Papeete, rue des Remparts.

*Durée* : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

*Apports en nature* : néant.

*Apports en numéraire* : 3.000.000 F.CFP.

*Capital social* : 3.000.000 F.CFP divisé en 300 parts de 10.000 F.CFP chacune, entièrement souscrites et libérées en numéraire.

*Associés* :

- 1 - M. Georges PUCHON demeurant à Pirac, Lotissement Les Vinis
- 2 - M. Léonard BEAUMONT demeurant à Papeete, rue du 22-Septembre-1914.
- 3 - Et Mme Evelyne LEE demeurant à Pirac, Lotissement Les Vinis.

*Gérance* : Sous l'article 14 des statuts MM. Georges PUCHON et Léonard BEAUMONT ont été nommés gérants de la société sans limitation de durée.

*Cessions de parts sociales* : Aux termes de l'article 10 des statuts, les parts sociales ne peuvent être cédées à des personnes étrangères à la société ou entre associés qu'avec le consentement de tous les associés.

*Immatriculation* : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,  
M. LEJEUNE,  
Notaire.

### SOCIETE TAHITIENNE D'AUTOMOBILES ET DE VEHICULES

par abréviation "SOTAVI"

Au capital de 200.291.000 Frs CP porté à 250.686.800 Frs CP

Siège social : PAPEETE, route de ceinture,  
quartier de Tipaerui

R.C.S. PAPEETE N° 259 B

Il résulte du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 30 novembre 1989 contenant changement de dénomination sociale et augmentation de capital par voie d'incorporation d'un montant de 50.395.800 Frs CP, prélevé sur le compte report à nouveau et la réserve légale et réalisée au moyen de l'élévation de 31.000 Frs CP à 38.800 Frs CP du montant nominal des actions existantes, les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

*Mention périmée*

*Dénomination*

SOCIETE TAHITIENNE D'AUTOMOBILES ET DE  
VEHICULES INDUSTRIELS par abréviation "SOTAVI".

*Capital social*

Le capital social est fixé à la somme de 200.291.000 Frs CP, divisé en 6.461 actions de 31.000 Frs CP chacune.

*Mention nouvelle*

*Dénomination*

SOCIETE POLYNESIENNE D'AUTOMOBILES ET  
D'ENGINS DE TRANSPORT par abréviation "SOPADEP".

*Capital social*

Le capital social est fixé à la somme de 250.686.800 Frs CP, divisé en 6.461 actions de 38.800 Frs CP chacune.

Pour avis et mention,  
Le Président du Conseil d'Administration.

### ANNONCES DIVERSES

#### COOPERATIVE SCOLAIRE DU CENTRE SCOLAIRE PRIMAIRE DE HAO

#### RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: ARARUI François
Vice-président	: TANGI Bernard
Secrétaire générale	: BROTHERS Delphine
Secrétaire adjointe	: FLORES Célestine
Trésorière générale	: TETUAHITI Linda
Trésorier adjoint	: RUIZ Jean Yves
Membres	: TEIPOARII Odette
	: TEREKA Francis
	: ARAKINO Française

## ERRATUM

Dans la partie "Annonces Diverses", page NS 251 du J.O.P.F. n° 25 NS du 10 août 1986, il convient de rajouter à l'association TAATIRAA HUMA MERO les dispositions suivantes :

Nouvelle dénomination : TAATIRAA HUMA MERO qui remplace l'ancienne appellation de TAATIRAA HUMA TINO.

## ASSOCIATION LIAHONA

## Modification des statuts

L'Association "LIAHONA", fondée en 1956, a une durée illimitée. Elle a son siège au Centre Picu de Papeete de l'Eglise de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours, Papeete - Tahiti. Il pourra être transféré, en cas de besoin, en tout autre lieu, par simple modification du conseil d'administration de l'Eglise aux autorités administratives.

Cette Association est régie par la loi du 1er juillet 1901, et par les présents statuts. Elle a été déclarée aux affaires administratives sous le n° 1659 AA du 25 juin 1956 (J.O.P.F. n° 16 du 15 juillet 1956).

L'Association "LIAHONA" a pour but de contribuer à l'éducation des jeunes par la pratique des méthodes et exercices du scoutisme, de soutenir l'organisation de centres de vacances et de loisirs en conformité avec la doctrine et la morale de l'Eglise de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours. L'Association a pour objet de promouvoir, soutenir et favoriser les œuvres d'éducation populaire, tels que projets de service et d'entraide.

## MEMBRES DU BUREAU DIRECTEUR :

Président	: TARATI Noël
Vice-président	: BRODIEN Stellio
Secrétaire	: BAUMERT Marguerite
Trésorier	: GARBUTT Jean-Jacques

## ASSOCIATION "TE HUI MAMA"

## Extraits de statuts

L'Association dite "TE HUI MAMA", fondée le 1er mars 1989, a pour objet la rencontre et l'organisation des loisirs.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé à PAPEETE (Bureau Education, mairie de PAPEETE, B.P. 106).

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TURI Odette
Vice-président	: TETAA Samuel
Secrétaire	: HART Sophie
Secrétaire adjointe	: TEHEI Marie
Trésorière	: TEHAHE Eudoxie
Trésorière adjointe	: TAPUTU Clara

Récépissé n° 89-2316 MUR/AA du 27 novembre 1989.

ASSOCIATION SPORTIVE J.S.H.  
JEUNESSE SPORTIVE DE HAAPU

## Extraits de statuts

L'Association sportive J.S.H. (Jeunesse sportive de Haapu) est régie par la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et par les présents statuts.

Son siège social est fixé à Haapu. Il pourra être transféré en tout autre lieu fixé par le Comité directeur.

Sa durée est illimitée.

L'A.S. J.S.H. a pour but d'organiser et de favoriser la pratique des sports et des exercices physiques par tous les jeunes du territoire acceptant les présents statuts.

Elle peut étendre son action dans des domaines autres que sportifs (éducation populaire, éducation artistique, etc.) décidés par le Comité directeur.

Elle s'interdit toute discussion présentant un caractère politique ou religieux.

## COMPOSITION DU COMITE DIRECTEUR :

Président	: TEMAIANA Tutapu, André
Vice-président délégué	: TAI Terii
1er vice-président	: NOHO Tino
2e vice-président	: TETAHIO Augustin
3e vice-président	: TEHIHIRA Daniel
Secrétaire général	: TETAHIO Ariera
Secrétaire adjointe	: TEMAIANA Taiana
Trésorière générale	: VAHINEMOEALOUISE
Trésorier adjoint	: TERIITAHII Aldo

## Section Volley-ball

Président	: TETAHIO Augustin
Vice-président	: TAI Terii
Secrétaire	: TETAHIO Ariera
Secrétaire adjointe	: PUUPUU Noéline
Trésorier	: NOHO Philippe
Trésorière adjointe	: TEMAIANA Taiana
Membres	: TEHIHIRA Daniel IHORAI Siméon QUI Pascal

## Section basket-ball

Président	: TEMAIANA Tutapu, André
Vice-président	: NOHO Philippe
Secrétaire	: PUUPUU Noéline
Secrétaire adjointe	: TEMAIANA Lola
Trésorière	: VAHINEMOEALOUISE
Trésorier adjoint	: IHORAI Siméon
Membres	: NOHO Tino TAI Terii TERIITAHII Aldo

Récépissé n° 89-2186 MUR/AA du 14 novembre 1989.

## ASSOCIATION ARTISANALE HEI MAOHI

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	:	TETOKA née HITI Temou
Vice-présidente	:	TETOKA Lucie
Secrétaire	:	TETOKA Heiri
Secrétaire adjointe	:	TETOKA Tagihia
Trésorier	:	TETOKA Tunui Tefa
Trésorière adjointe	:	TETOKA Cécile Temou
Assesseur	:	TETOKA Tefa Peneamina

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES  
DU COLLEGE D'ETAT DE VAITAPE  
BORA BORA

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente d'honneur	:	ESTALL Carmen
Présidente	:	TERIITAU Angèle
Vice-président	:	HIO Claude
Secrétaire	:	MATAHAU Raipoia
Secrétaire adjoint	:	TERIINOHO Eritana
Trésorière	:	MAITERE Christel
Trésorière adjointe	:	TEENA Manava
Membres	:	TAEA Naumi MANA Teraiveta TEHIHOPO Eldas TAUMATA Pereni

## G.I.E. "TIARE-TAHITI"

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	:	TAAREA Hélène
Vice-présidente	:	TUHOE Rachelle épouse WANG SOIPAN
Administrateurs	:	CHAN SI NAM Mariane née HATUUKU WONG Rosina HUAATUA Mahei SHAN Tani LY Eddie VAITU Fabrice TAAREA Emile ISAIA Marcel

## COMITE DES FETES DE AVERA

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	:	TEIHOTAATA Fabien
Vice-président	:	TAUMATA Puni
Secrétaire	:	TERAIARUE Simone
Secrétaire adjoint	:	TETUANUI Pierre
Trésorier	:	TARATI Haurai
Trésorier adjoint	:	TAUMATA Abel
Membres	:	TARATI Nana'o TARAUNU Iotefa SCHMIDT Carlos TAUMATA Tetuaiteroi TEIHOTAATA Nélia TESSIER Léa

UNION DES SYNDICATS AUTONOMES  
DES TRAVAILLEURS DE POLYNESIE  
S.A./C.A.H.

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Secrétaire général	:	OLANDA Louis
Secrétaire général adjoint	:	PARATAINGA Tom
Trésorier	:	MAIHI Manu
Trésorier adjoint	:	REICHART Bernard
Secrétaire archiviste	:	CARNEIRO Heifara
Secrétaire archiviste adjoint	:	AVAEMAI Ramon
Assesseurs	:	TENIARO Raymond AH SING Isidore HOLMAN Ernest RICHMOND Joanhy TOA Nicotemo

## ASSOCIATION "MESSAGERS CONTRE LE SIDA"

## Extraits de statuts

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : "MESSAGERS CONTRE LE SIDA".

Cette Association a pour but d'apporter son aide et sa contribution à la lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine et de collaborer avec les actions entreprises dans ce but par la CELLULE DE COORDINATION ET DE SOUTIEN EN MATIERE DE SIDA (SANTÉ PUBLIQUE). Les domaines d'action de l'Association seront l'information du grand public et l'aide psychologique des porteurs du virus.

Le siège social est fixé temporairement dans les locaux du service d'Education pour la santé, direction de la Santé publique, B.P. 611 Papeete.

Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'Assemblée générale sera nécessaire.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	SIRVEN Daniel
Secrétaire général et trésorier	:	LAUDON François
Trésorier adjoint	:	BERTRAND Alain

Récépissé n° 89-2255 MUR/AA du 27 novembre 1989.

ASSOCIATION DES ARTISANS  
"VAHINE FARE ARII"

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	:	PARKER Esther épouse TARUIA
Vice-présidente	:	TINOMOE Thérèse Terea
Secrétaire	:	TINOMOE Thérèse
Trésorier	:	PARKER Ari
Trésorier adjoint	:	MOE Tetuanui
Assesseur	:	TARUIA Tautu

**ASSOCIATION DES ARTISANS "NIHITERE"****Extraits de statuts**

Il est constitué entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts une ASSOCIATION régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'ASSOCIATION prend le nom de "ASSOCIATION DES ARTISANS NIHITERE".

Son siège social est fixé à OTEPA - HAO.

Sa durée est illimitée.

L'ASSOCIATION a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de HAO (Tuamotu) :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en venant en aide aux membres.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: TANGI Bernard
Vice-président	: TUHAKAMARU Teano
Secrétaire	: TUHAKAMARU Faropa
Secrétaire adjointe	: TEREROA Virginia
Trésorier	: MARA Raumatarii
Trésorière adjointe	: TEREROA Hina
Assesseur	: TEREROA Faremata

Récépissé n° 89-2202 MUR/AA du 16 novembre 1989.

**ASSOCIATION SPORTIVE  
"A.J.D. TAMARII TAAPUNA"****Extraits de statuts**

L'Association sportive Avenir des Jeunes de Demain Tamarii TAAPUNA - PUNAAUIA est régie par la loi du 1er juillet 1901 sur les associations et par les présents statuts.

Son siège social est fixé à PUNAAUIA. Il pourra être transféré en tout autre lieu fixé par le Comité Directeur.

Sa durée est illimitée.

L'A.S. A.J.D. Tamarii Taapuna a pour but d'organiser et de favoriser la pratique des sports et des exercices physiques par tous les Jeunes du territoire acceptant les présents statuts.

Elle peut étendre son action dans des domaines autres que sportifs (éducation populaire, éducation artistique, etc.) décidés par le Comité Directeur.

Elle s'interdit toute discussion présentant un caractère politique ou religieux.

**COMPOSITION DU COMITE DIRECTEUR :**

Présidents d'honneur	: LEONTIEFF Alexandre VII Jacques SPITZ Napoléon
Président	: TEAOTEA Emile
1er vice-président	: NITANA Mopi
2e vice-président	: BENNETT Alexandre
3e vice-président	: KELLY Raymond
Secrétaire général	: PENI Heifara
Secrétaire générale adjointe	: KAUA Mathilde
Trésorier général	: TEAMOTUAITAU Paul
Trésorier général adjoint	: MATANUIOTOHIKA Firipo

**COMPOSITION DU BUREAU EXECUTIF :**

Président	: TAUHIRO Didier
Président délégué	: ARIITAI Lewis
1er vice-président	: APPRIOUX Dominique
2e vice-président	: GOODING Hérald
3e vice-président	: KAIHA Alphonse
Secrétaire générale	: TEKEHU Léonie
Secrétaire général adjoint	: AH SCHA Sylvelist
Trésorier général	: TERAAMANO Charlot
Trésorier général adjoint	: RAKA Viri
Présidents	
section volley-ball	: TEAOTEA Emile
section football	: KAUA A KAUA

Récépissé n° 89-2253 MUR/AA du 22 novembre 1989.

**ASSOCIATION CULTURELLE "ROTI HERE"****Extraits de statuts**

L'Association dite Association Culturelle "ROTI HERE", fondée le 20 septembre 1989, a pour objet la promotion de la danse folklorique par tous les moyens (organisation de spectacles, cours de danse, galas, participation à des manifestations culturelles et toute activité sportive et vente des plats en place publique).

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé à PIRAE - UTA

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président d'honneur	: NANAI François
Président	: VAHAPATA Alain
Président adjoint	: ARIIOTIMA Teva
Secrétaire	: MAUFENE René
Secrétaire adjoint	: ITAETETAA Williams
Trésorière	: TETUA Rosita
Trésorier adjoint	: METUA Emile

Récépissé n° 89-2240 MUR/AA du 30 novembre 1989.

## BANQUE DE POLYNESIE

Société Anonyme au capital de 800.000.000 F CFP  
R.C. PAPEETE 462 B - LBOM N° 8  
Siège Social : Boulevard Pomare - PAPEETE (TAHITI)

Situation au 30 septembre 1989

(en Francs CFP)

ACTIF		PASSIF	
Caisse, I.E.O.M., T.P., C.C.P. ....	1.165.028.466	Banques, organismes et établissements financiers :	
Banques, organismes et établissements financiers :		- Comptes ordinaires. ....	164.818.002
- Comptes ordinaires. ....	3.661.423.719	- Emprunts et comptes à terme. ....	500.000.000
- Prêts et comptes à terme. ....	3.457.109.480	Valeurs données en pension ou vendues ferme. .	1.886.203.683
Crédits à la clientèle :		Comptes créditeurs de la clientèle :	
- Créances commerciales. ....	726.824.894	- Sociétés et entrepreneurs :	
- Autres crédits à court terme. ....	3.672.573.872	a) Comptes ordinaires. ....	3.003.710.407
- Crédits à moyen terme. ....	7.260.179.436	b) Comptes à terme. ....	3.975.702.545
- Crédits à long terme. ....	707.392.664	- Particuliers :	
Comptes ordinaires débiteurs de la clientèle. ....	6.855.572.829	a) Comptes ordinaires. ....	1.845.322.199
Chèques et effets à l'encaissement. ....	1.096.085.378	b) Comptes à terme. ....	5.569.485.969
Comptes de régularisation et divers. ....	280.107.374	- Divers :	
Titres de participation. ....	130.940.000	a) Comptes ordinaires. ....	693.744.049
Immobilisations. ....	625.814.077	b) Comptes à terme. ....	885.780.717
.....		- Comptes d'épargne à régime spécial. ....	2.605.618.668
.....		Bons de caisse et certificats de dépôts. ....	4.513.907.758
.....		Comptes exigibles après encaissement. ....	834.059.697
.....		Comptes de régularisation, provisions et divers. .	1.556.446.278
.....		Réserves. ....	801.900.669
.....		Capital. ....	800.000.000
.....		Report à nouveau. ....	2.351.548
TOTAL DE L'ACTIF. ....	29.639.052.189	TOTAL DU PASSIF. ....	29.639.052.189
HORS - BILAN :		<p>Papeete, le 28 novembre 1989. Copie certifiée conforme. R. CLAVIER, Administrateur directeur général.</p>	
- Cautions, avals, autres garanties en faveur des intermédiaires financiers. ....	1.213.048.298		
- Cautions, avals, autres garanties reçus des intermédiaires financiers. ....	4.589.524.000		
- Ouvertures de crédits confirmés en faveur de la clientèle. ....	681.849.000		
- Cautions, avals et obligations cautionnées en faveur de la clientèle. ....	2.531.738.306		
- Autres engagements en faveur de la clientèle. ....	187.201.167		

## ASSOCIATION "TUBUAI NUI"

## Extraits de statuts

Il a été fondé, sous l'égide de la loi du 1er juillet 1901, une Association.

L'Association pour la promotion de la pomme de terre des Australes (P.P.T.A.) "TUBUAI NUI" a pour but d'obtenir :

## 1°) Dans un premier temps :

La baisse du prix de revient de la production de la pomme de terre des îles Australes, par l'intermédiaire d'une subvention territoriale des semences, des engrais, des pesticides, à obtenir des pouvoirs publics.

## 2°) Dans un deuxième temps :

L'alignement du prix de vente à la consommation de cette pomme de terre, dans l'ensemble du territoire de la Polynésie française, sur le prix de vente à la production des îles Australes, en faisant procéder comme pour le prix unique subventionné de chaque denrée de première nécessité actuellement importée (riz, sucre, etc.).

## 3°) Dans tous les cas :

L'amélioration du circuit de commercialisation de la pomme de terre locale à TAHITI, en recourant si nécessaire à des mesures administratives établissant un lien entre quantité de production locale commercialisée et quantité de produits concurrents importés.

4°) Enfin, l'Association précitée a pour objectif d'aider et de conseiller les producteurs de pomme de terre de TUBUAI, y compris dans le domaine des litiges fonciers.

Sa durée est illimitée.

Son siège est fixé à MATAURA, commune de TUBUAI.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TEHOIRI Mocopura
Président	: OPUU Sylvain
Vice-président	: MAHAA Alphonse
Secrétaire	: ANIHIA Gérard
Secrétaire adjoint	: VIRIAMU Sylvain
Trésorier	: TERE Daniel
Trésorier adjoint	: KAINUKU Te Anguangu

Récépissé n° 89-2377 MUR/AA du 30 novembre 1989.

## ASSOCIATION TE VAHINE PARATA

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Présidente	: TUHOE Léonie
Vice-présidente	: TUHOE Tepaiaha
Secrétaire	: GATATA Taitua
Secrétaire adjointe	: TUHOE Miria
Trésorière	: MATAI Tritapeta
Trésorière adjointe	: POU Avata
Assesseur	: TUHOE Juliette

## ASSOCIATION "TE-UI VA'A"

## Extraits de statuts

L'Association qui fait l'objet des présents statuts prend à compter de ce jour la dénomination de TE-UI VA'A.

Elle s'interdit toute discussion ou manifestation présentant un caractère politique, religieux ou syndical.

Le siège de l'Association TE-UI VA'A est fixé à Papeete, immeuble Brown. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du conseil.

La durée de l'association TE-UI VA'A est illimitée.

L'association a pour buts :

- de sauvegarder et remettre en état la pirogue double polynésienne HAWAIIKI NUI,
- de promouvoir les voyages en pirogue double polynésienne selon les techniques des anciens maohi,
- d'entretenir tous rapports avec les associations, clubs, ligues, fédérations de piroguiers, les constructeurs de pirogues de la région Pacifique, les pouvoirs publics.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: COWAN Karim
1er vice-président	: TEIVA Gérard
2e vice-président	: LOYAT Hiro
Secrétaire	: LALANNE Louis
1er adjoint	: ARCHER Karl
2e adjoint	: BOPP DUPOND Max
Trésorier	: MALMEZAC Alain
1er adjoint	: TARAINAU Franco
2e adjoint	: TEIVA Paul
Membres assesseurs	: TAEREA Robert
	POROI Tava
	MAKER Alain
	CADOUSTEAU Temauarii
	PIHAHUNA Nestor
	FAILNER John
	BONNET Tapu
	EMERY Karl
	TARUOURA Henri
	HUIOTU Félix
	TUARAE Haapaitahaa
	TERIITAHU Johnny

Récépissé n° 89-2331 MUR/AA du 1er décembre 1989.

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE PRIMAIRE  
DE ANAU - BORA BORA

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: BRYANT Jacques
Vice-président	: TERIIPAIA Teromita
Secrétaire	: TAPI Juliana
Secrétaire adjointe	: TAPI Sylviane
Trésorier	: TEENA Maui
Trésorière adjointe	: HAEREAPU Hutia

**COOPERATIVE SCOLAIRE  
"AMATAHIAPO TUATAHI"**

Anciennement dénommée

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE AMATAHIAPO**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Présidente	: PENI Colette
Secrétaire	: HUANG Meriana
Secrétaire adjointe	: POREE Sylvie
Trésorière	: AUMERAN Henriette
Trésorière adjointe	: PITA Suzanne

**ASSOCIATION "TE AHO ROA"**

**Extraits de statuts**

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : "TE ATU ATU RAA I TE AHO ROA" dite "TE AHO ROA".

L'Association fondée le 17 novembre 1989, pour une durée illimitée, a pour objet :

- de rassembler les personnels de la circonscription médicale des Iles Sous-le-Vent, ainsi que leurs familles et amis ;
- de permettre l'expression de ses membres tout en respectant les opinions philosophiques, religieuses, syndicales et politiques de chacun ;
- de participer à la vie sociale, sportive, culturelle et folklorique au niveau des Iles Sous-le-Vent, territorial, national ou international ;
- de valoriser auprès de l'opinion publique les carrières de santé ;
- d'informer et de former le public sur l'homme et son environnement pris au sens large du terme, dans le but de lui donner les moyens de préserver sa santé dans un bon équilibre social, physique et mental.

Son siège social est fixé à l'hôpital de UTUROA, B.P. 40 UTUROA - RAIATEA.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président d'honneur	: MARGHEM Dominique
Président	: TUAHU Ismaël
Vice-présidente	: EBB Mitara
Secrétaire	: MARTY Charles
Secrétaire adjoint archiviste	: ATIU Eugène
Trésorier	: LACHAUX Michel
Trésorière adjointe	: TERIEROOITERAI Laura
Coordinateur	: WONG Maurice
Assesseurs	: TAHIMANARII Elza MAURI Dorita
Commission social	: BROTHERS Violette
Commission sport	: RICHMOND Clary
Commission culture	: SCHMIDT Cécile
Commission groupe folklorique	: SCHMIDT Carlos
Commission information/santé	: IKIHAA Marguerite

Récépissé n° 89-2329 MUR/AA du 30 novembre 1989.

**"AMICALE MAIRIE ARUE"**

**Extraits de statuts**

L'Association dite "Amicale Mairie Arue" fondée le 3 novembre 1989, a pour objet la pratique de l'éducation physique et des sports.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à Arue.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: PAHIO Ioane
Secrétaire	: SUHAS Henri
Trésorière	: SUHAS Monique

Récépissé n° 89-2293 MUR/AA du 27 novembre 1989.

**COOPERATIVE DE L'ECOLE MATERNELLE  
HAITAMA - TOAHOTU**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Présidente	: POINCEAU Jacqueline
Vice-présidente	: PARAU Nadia
Secrétaire	: TAMARII Denise
Secrétaire adjointe	: PUA Angèle
Trésorière	: MANATE Vaiata
Trésorière adjointe	: TARIHAA Dayna
Commissaires aux comptes	: TAMARII Georgette FLORES Hina

**RESULTAT DU TIRAGE DE LA TOMBOLA  
DE L'ASSOCIATION SPORTIVE  
DES TRAVAUX PUBLICS  
(Tirée le 3 décembre 1989).**

1er lot	n° 498.729	14.000.000 FCP
2e lot	n° 480.265	1.000.000 FCP
3e lot	n° 434.797	1.000.000 FCP
4e lot	n° 505.100	500.000 FCP
5e lot	n° 473.941	100.000 FCP
6e lot	n° 599.290	100.000 FCP
7e lot	n° 326.582	100.000 FCP
8e lot	n° 055.335	100.000 FCP
9e lot	n° 209.344	100.000 FCP

**EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE**  
(liste non limitative)

**TARIF DES DOUANES**

Année 1989

Prix : 6.540 francs